



La compil' du Diploweb

Actualité internationale 2013

Actualité internationale 2013

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique Actualité internationale sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique.

Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparatoires d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. Un véritable bonus pour les concours !

Ce volume Actualité internationale rassemble les synthèses de janvier à novembre 2013.

Un autre volume rassemble les synthèses de 2014.

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2013*, éd. Diploweb.com, 2015. ISBN : 979-10-92676-02-0

Bonne lecture ! Axelle Degans

Sommaire

Actualité internationale 2013	ii
01/2013 Actualité internationale	1
02/2013 Actualité internationale	6
03/2013 Actualité internationale	12
04/2013 Actualité internationale	17
Devenir membre	22
05/2013 Actualité internationale	25
06/2013 Actualité internationale	31
07-08/2013 Actualité internationale	37
09/2013 Actualité internationale	44
10/2013 Actualité internationale	51
11/2013 Actualité internationale	56

01/2013 Actualité internationale

jeudi 31 janvier 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de janvier 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Bonne lecture.

L'Afrique à l'heure des crises avec ou sans la France

LA République centrafricaine renoue avec les affres de la guerre civile. L'actuel chef d'Etat François Bozizé, arrivé par la force en 2003, est aujourd'hui contesté par une rébellion composée d'une alliance - Seleka- formée d'un agrégat très composite. La rébellion couve depuis 2007, les rebelles reprochant au chef d'Etat les promesses non tenues : être intégrée dans l'armée nationale et dans l'administration. Des négociations ont lieu à Libreville entre pouvoir et rebelles mais ceux-ci ne sont pas d'accord sur la suite à donner. Les voisins du pays ont envoyé des renforts à Bangui, y compris Pretoria qui ne souhaite pas d'intervention extérieure, y compris française.

La France intervient militairement au Mali, après que le groupe Ansar Dine se soit retiré des négociations, revenant sur la parole donnée à Alger. Il s'agit d'éviter que la rébellion islamiste n'arrive jusqu'à la capitale Bamako. Cette nouvelle opération -Serval- n'est pas sans rappeler les opérations Manta et Epervier au Tchad. Après avoir pris position à Konna, des bombardements ciblent les islamistes d'Aqmi et d'Ansar Dine. Cette intervention est soutenue par l'ONU et la CEDEAO. La prise d'otages sur le site gazier algérien d'In Amenas a donné une autre dimension au conflit. L'armée algérienne a dû intervenir et désormais une ombre plane sur les ressources énergétiques du désert saharien : gaz, pétrole ... et uranium au Niger.

L'armée française, appuyée par des troupes maliennes, a repris Gao et Tombouctou (où les insurgés ont brûlé des écrits inestimables) repoussant les rebelles plus au Nord notamment dans la région de Kidal. La guerre n'est pas gagnée pour autant car cette dernière région est hors de contrôle des autorités, et il faut encore éviter un retour des insurgés. Le pouvoir civil à Bamako reste à consolider... La France doit éviter le piège de l'enlèvement et celui d'un départ trop précipité qui remettrait en cause les acquis militaires. Il reste à Paris à naviguer entre Charybde et Scylla... en plein désert.

L'éthiopien Hailemariam Dasalegn devient le nouveau président de l'Unité africaine (UA)... à l'heure où l'Égypte connaît à nouveau des manifestations de rues et des morts, l'armée vient d'obtenir le droit d'arrêter des civils...

Une Amérique latine

Hugo Chavez, soigné de son cancer à Cuba, n'est pas en mesure de prêter serment à la Constitution vénézuélienne. Au delà d'un état de santé préoccupant, l'opposition demande la tenue de nouvelles élections ce à quoi s'oppose Nicolas Maduro, nouveau dauphin du régime chaviste.

En Colombie, les FARC annoncent la fin de leur trêve et donc la reprise de la lutte armée... sans exclure des pourparlers avec l'exécutif. Selon les chiffres officiels, ce conflit aurait provoqué l'assassinat de 600 000 personnes et 15 000 disparitions. Le président Juan Manuel Santos a besoin de la paix pour favoriser l'émergence du pays longtemps freiné par ce conflit et le trafic de drogue qu'il a généré.

L'Argentine revendique l'archipel des Malouines, déjà au cœur d'une guerre dans les années 1980, mais Londres a signifié la grande fermeté de sa position : les Malouines sont britanniques.

Florence Cassez vient d'être libérée des geôles mexicaines.

Un retour de la démographie ?

Une étude australienne, portant sur la Chine, publiée dans la très sérieuse revue *Sciences* montre que les enfants nés après la mise en place de la politique de l'enfant unique sont des adultes plus pessimistes et ont moins de propension à prendre des risques. Des enfants trop choyés et surprotégés, ces « petits empereurs » qui grandissent sans frères ou sœurs ni cousins ni cousines aujourd'hui. Cette étude va dans le sens de ceux qui souhaitent revenir sur la politique de l'enfant unique instaurée par Deng, car non seulement le vieillissement de la population chinoise est accéléré, mais il se double d'un

déséquilibre du sex-ratio en défaveur des filles (100 naissances féminines pour 118 petits garçons en 2010). Des voix s'élèvent pour autoriser d'ici 2015 deux enfants par foyer comme c'est déjà le cas pour les couples composés de deux enfants uniques.

La France a gagné 1,4 millions d'habitants en 4 ans

50 ans d'amitié franco-allemande

Il s'agit d'un véritable « miracle » géopolitique. La France et l'Allemagne sont d'anciens « meilleurs ennemis » ils se sont affrontés à trois reprises en moins d'un siècle : guerre de 1870, Première Guerre mondiale et Seconde Guerre mondiale. L'effroyable bilan humain, les indemnités exigées par la France lors du Traité de Versailles, l'« étrange défaite » (M. Bloch) de 1940 puis la Libération et l'occupation de l'Allemagne par la France semblaient devoir séparer ces deux nations pour très longtemps sinon pour toujours. Et pourtant... Le rapprochement est acté dès 1951 avec la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) et s'institutionnalise en 1957 avec le traité de Rome qui unit, entre autres, la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA). Le 22 janvier 1963 le traité de coopération et d'amitié dit « traité de l'Elysée » scelle la réconciliation franco-allemande, incarnée par le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer. Ce binôme devient l'axe intégrateur de l'Europe communautaire, le tandem franco-allemand (V. Giscard d'Estaing-H. Schmidt puis F. Mitterrand- H. Kohl ou N. Sarkozy-A. Merkel) est l'indispensable moteur de la construction européenne.

Cette relation n'est pas sans nuage, longtemps marquée par le leadership français, celui commence à s'inverser avec le chancelier Gerhard Schröder qui, comme Angela Merkel, défend bien davantage les intérêts de son pays. Pourquoi cette évolution ? Les performances économiques des deux pays sont de plus en plus à l'avantage de l'Allemagne réunifiée depuis 1990, mais ce sont les différences de générations qu'il aussi prendre en compte. G. Schröder est né en 1943 et A. Merkel est le premier chancelier née après la Seconde Guerre mondiale. Ils sont à l'image d'une Allemagne désormais décomplexée vis-à-vis de la France mais aussi de l'Europe communautaire.

Cette collaboration rapprochée est à l'origine de nombreux succès, tels Airbus, la mise en place du système monétaire européen en 1978, la création d'un corps d'armée franco-allemand « eurocorps », *Arte*, la mise en chantier de l'Euro ou la gestion de la crise grecque. Elle n'a pas empêché certains échecs, les Allemands reprochent toujours à la France le rachat de l'allemand Aventis (fusion entre Rhône-Poulenc et l'allemand Hoescht) par le français Sanofi Synthélabo, l'impossibilité de créer une bourse européenne entre la Deutsche Börse et

Euronext...

Les divergences entre Paris et Berlin se sont étalées au grand jour depuis la crise des *subprimes* qui entraîne une crise bancaire et financière en Europe, la crise de la Grèce et celle des dettes souveraines.

La célébration du cinquantenaire du traité de l'Élysée ne fait que souligner l'indispensable collaboration entre ces deux Etats, sans laquelle il n'y aurait pas de construction européenne. Un « miracle » géopolitique qui reste incompréhensible en Asie où aujourd'hui Pékin et Tokyo se déchirent pour les îlots Senkaku. Une célébration utile au moment où D. Cameron annonce un referendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE... pour renégocier les termes de son adhésion.

Etats-Unis : l'an I d'Obama II

L'année 2013 commence par un accord arraché in extremis pour éviter une « *fiscal cliff* ». Les exemptions fiscales accordées par G.W. Bush arrivant à échéances, l'Amérique était menacée d'une récession causée par une hausse d'impôts de 600 millions de dollars. L'impôt sera néanmoins relevé pour les couples gagnant plus de 450 000 dollars par an (2% de la population) et de nouvelles négociations sont prévues concernant les réductions budgétaires et le relèvement du plafond de la dette qui vient de dépasser les 100% du PIB. Un accord de circonstance car les *cheks and balances* menacent aujourd'hui les institutions américaines de paralysie.

Le Boeing 787 « Dreamliner » est, à l'échelle de la planète, cloué au sol après une série d'incidents (problèmes dans le système électrique, une batterie prend feu sur un avion de Japan Airlines, une vitre du cockpit se fissure sur un autre appareil...) qui ternit considérablement son image. Il est le fruit du « *made in world* », pas moins de 7 pays répartis sur trois continents contribuent à sa construction ...

Le climat reste tendu en Asie

La Corée du Nord réagit à l'élargissement des sanctions de l'ONU (après un tir de fusée) en faisant un chantage autour d'un possible troisième essai nucléaire. Pékin hausse le ton de façon inédite face à un régime qu'elle aide : une première assez remarquable.

Ce contexte assez anxiogène pousse Tokyo à vouloir augmenter son budget militaire à la hauteur de 1,6 milliards d'euros, pour acheter des systèmes antimissiles et moderniser la flotte de F15.

Plus

. Point d'actualité internationale de décembre 2012

. Point d'actualité internationale de février 2013

[Retour au Sommaire](#)

02/2013 Actualité internationale

mercredi 27 février 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de février 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Bonne lecture.

L'Afrique sur les devants de la scène géopolitique

L'OFFENSIVE militaire au Mali a rapidement progressé. Les villes de Gao et Tombouctou ont ainsi été libérées du joug islamiste et les troupes françaises sont même arrivées à Kidal, bastion d'Ansar Dine. Les rebelles n'ont pourtant pas été réellement battus mais plutôt repoussés quand ils ne se sont pas fondus dans la population locale. Cette donnée explique l'envoi de renfort aux 3500 soldats français déjà présents, comme les combats à Gao à la fin du mois de février 2013.

Le Nord du Cameroun a été le lieu de l'enlèvement de 7 Français (3 adultes et 4 enfants) par le groupe islamiste Boko Haram originaire du Nigeria. Au total 15 Français sont détenus dans cette région du monde. La sécurité devient un enjeu majeur en Afrique de l'Ouest où opèrent aussi de nombreuses firmes transnationales.

En Tunisie, un leader de l'opposition à Enahda - Chokri Belaïd- est assassiné ; le premier assassinat politique depuis le début des années 1960. La coalition au pouvoir éclate au lendemain de l'enterrement, le président Moncef Marzouki à la tête du parti laïc maintient son alliance avec Ennahda mais peine à reconstituer un nouveau gouvernement.

L'UE d'un scandale à l'autre...

Ce 12 février 2013, près de 27 ans après le 26 avril 1986, le toit du bâtiment voisin du sarcophage de la centrale de Tchernobyl s'est effondré sous le poids de la neige. S'il n'y a pas de nouvelle fuite radioactive, cela rappelle la nécessité de construire une nouvelle enceinte, de la hauteur d'un immeuble de 30 étages, autour du sarcophage actuel. Ce projet, d'un coût d'environ 1 milliard d'euros, est financé par les pays européens, il devrait voir le jour en 2015

Un scandale de la viande de cheval, vendue comme de la viande de bœuf, éclabousse la filière agroalimentaire européenne. C'est au détour du scandale né au Royaume-Uni à propos de plats surgelés de marque Findus, que l'on apprend que les grandes marques agroalimentaires sous-traitent toute une partie de leurs activités auprès de fournisseurs qui achètent leur viande auprès de *traders* chypriote et néerlandais qui eux-mêmes font découper leur viande en Roumanie pour la réexpédier en France... L'enquête menée par *The Observer* fait même mention d'abattoirs liés à la mafia italienne et polonaise... cela laisse pour le moins rêveur ! Cette affaire soulève de nombreux problèmes : elle est basée sur la fraude qui s'exerce dans un espace où les frontières internes se sont effacées, la mondialisation « grise ». Elle laisse aussi éclater au grand jour la cupidité qui préside à ce montage : les grandes sociétés agroalimentaires n'ont rien à envier aux Firmes transnationales qui ont externalisé leur production et multiplié ce que P. Veltz nomme les « relations mercenaires » basées sur la baisse des coûts et non plus la confiance et la fidélité au sein de l'entreprise, c'est un drame de la mondialisation libérale. Elle révèle aussi la faiblesse des politiques, aussi bien au niveau national qu'au niveau communautaire, un espace réputé exigeant pour ses normes... Comment améliorer la traçabilité des produits dont l'élaboration est devenue des plus complexes ? Les consommateurs peuvent-ils encore avoir confiance ? Un enjeu majeur pour ce secteur.

Au moment où l'UE affronte une conjoncture économique (crise de la zone euro) et politique (menaces multiples dont celle du retrait britannique) dégradée le budget des 27 est en baisse : 960 milliards d'euros pour la période 2014-2020 contre 994 pour la précédente 2007-2013. On peut y voir une victoire de David Cameron, dont l'engagement communautaire est des plus tièdes, et une défaite pour l'Europe. Ce budget trahit le manque d'ambition de l'UE, car les pays membres ont laissé un Royaume-Uni, qui menace de les quitter, imposer son rythme dans les négociations. Aucune priorité n'a pu être définie, même pas celle d'un plan ambitieux pour préparer l'avenir et trouver des solutions communes pour faire face au marasme actuel.

...une Europe en berne à l'image d'une France en panne de

croissance

Selon une étude de l'INSEE, la croissance française a été nulle en 2012, en raison notamment d'un mauvais dernier semestre (-0,3%), mauvais résultats partagés par nos voisins (-0,6% en Allemagne ou -0,3% pour le Royaume Uni). La zone euro sombre lentement mais sûrement dans le marasme économique (une moyenne de -0,6%). Le Portugal affronte une terrible récession (-3,2% en 2012), l'Italie est elle aussi en récession (-2,2%). Même l'Allemagne a perdu de sa superbe, son économie peine à exporter vers ses partenaires européens en crise. Ces piètres résultats économiques ne permettent plus vraiment d'espérer une croissance française de 0,8% pour 2013 et donc une diminution de l'endettement national sous la barre de 3% du PIB. Bruxelles ne manquera pas d'exercer une pression pour que Paris diminue ses dépenses. C'est dans ce contexte dépressif que l'Italie, sévèrement brocardée dans un film de Bill Emmott « *Girlfriend in Coma* » où des Italiens expliquent qu'ils ne retourneront pas dans leur patrie, vote fin février 2013. Le résultat inquiète les marchés.

La crise ne fait pas plonger la Chine...

Pékin annonce être en mesure d'exporter des réacteurs nucléaires de la génération de l'EPR, grâce à l'exploitation de la technologie de Westinghouse... pour un prix défiant toute concurrence. Paris s'alarme aussi de l'accord passé entre EDF et Areva avec l'entreprise chinoise CGNPC pour la conception d'un nouveau réacteur, et surtout des transferts de technologie qu'il pourrait occasionner. Cette nouvelle année du calendrier chinois est, pourtant, sous le signe du serpent (d'eau) considéré par certains comme le pire signe lors desquels ont eu lieu des désastres comme l'attaque de Pearl Harbor ou le soulèvement de Tiananmen et sa répression. C'est ainsi que la très sérieuse maison de courtage hongkongaise CLSA publie un indice Feng Shui des marchés financiers, or les années du serpent sont rarement favorables...

La France a perdu plus d'un millier d'usines sur les trois dernières années et prend douloureusement conscience de la réalité de la désindustrialisation de son territoire. Ce phénomène alimente la hausse du chômage (la France a perdu ainsi 800 000 emplois industriels en 10 ans) et le déficit de notre balance commerciale, deux maux quasi structurels. Un constat inquiétant à plus d'un titre, car il n'est pas forcément partagé par nos partenaires. Ainsi la Chine, atelier du monde, a engrangé des excédents commerciaux records ce qui lui permet aujourd'hui une remontée en gamme et de devenir un des laboratoires de notre planète. Nos voisins allemands ont confirmé leur vocation industrielle en misant sur la qualité de leurs produits et la baisse de leurs coûts de production. Au delà des Pyrénées,

Madrid mise sur une déflation des coûts salariaux pour relancer l'économie par la production industrielle. La France se trouve dans une situation délicate qu'illustre douloureusement la sidérurgie lorraine et plus généralement la perte de quelques 120 000 emplois industriels depuis janvier 2009. Les Français attendent que l'Etat intervienne pour enrayer cette hémorragie, d'où la création d'un ministère du Redressement productif. La faute à des entreprises dont la taille est trop modeste pour conquérir le marché mondial ? La faute à des produits de moyenne gamme qui attirent moins les consommateurs qui préfèrent ou des produits de meilleure qualité (et plus cher) ou des produits bien moins cher (et de moindre qualité) ? La faute à un euro trop fort pour le tissu productif français ?

... mais l'Asie renoue avec une situation proche de la guerre froide...

La Chine est aujourd'hui au cœur de conflits frontaliers avec ses voisins et unifie sa population autour du nationalisme. La revendication des îles inhabitées Senkaku (nommées Diaoyu en Chine) contre Tokyo provoque une escalade de tension depuis la fin de l'année 2012. Pékin teste en fait la résolution de Washington qui renégocie ses accords militaires avec Tokyo. Cette dernière annonce sa volonté de renforcer son armée et de tisser des liens « antichinois » en Asie. Les Senkaku ne sont, en effet, pas le seul objet de litige en Asie. Les tensions se cristallisent en mer de Chine méridionale où Pékin conteste à Manille les hauts fonds de Scarborough conduisant cette dernière à faire des achats militaires, comme Pékin conteste au Vietnam les îles Paracels et surtout les îles Spratleys (pourtant éloignées du rivage chinois). Ces îles sont revendiquées aussi par 4 pays plus proches (le Vietnam, la Malaisie, Brunei et les Philippines). Il s'agit de maîtriser des voies maritimes stratégiques du commerce mondial et des zones potentiellement riches en hydrocarbures. Enfin, Pékin est le dernier allié de la Corée du Nord qui déstabilise encore davantage une Asie sous tension.

... Alors que l'Inde est en transition.

Le président François Hollande s'est déplacé en Inde pour des raisons diplomatiques et économiques, il espère signer quelques contrats. L'Inde émergente un relai d'une économie française essoufflée ? Ce pays est pourtant traversé par de nombreuses lignes de fractures. Une grève nationale de deux jours dénonce l'ouverture de l'économie indienne à des investisseurs étrangers. Un triple attentat, au lendemain de l'exécution d'un séparatiste du Cachemire, a causé la mort d'au moins 20 personnes à Hyderabad.

Une nouvelle guerre des changes ?

Nous assistons à une course à l'affaiblissement des monnaies, pour exporter davantage et conjurer la faiblesse de la croissance économique. Le Japon et la Suisse sont à la pointe de la lutte contre l'appréciation de leur monnaie. Cette situation monétaire est au programme de la réunion à Moscou des ministres des finances du G20. L'appréciation de l'euro a des effets négatifs sur des économies européennes déjà affaiblies, Tokyo décide une dévaluation compétitive d'une monnaie déjà légèrement sous-évaluée alors que les monnaies sud-américaines ont connu une appréciation de plus de 20% de leur valeur vis-à-vis du dollar américain depuis 2009. Le Brésil dénonce la politique monétaire des pays riches. Le Royaume-Uni comme les Etats-Unis laissent leur monnaie glisser vers le bas pour retrouver une dynamique interne. Tokyo encourage la dépréciation de sa monnaie, qui a perdu 20% de sa valeur face au dollar et à l'euro en moins de trois mois, et pénalise les économies asiatiques concurrentes. Il faut se souvenir que le retour au protectionnisme et les dévaluations des différentes monnaies expliquent en partie le long marasme de la dépression des années 1930.

Nouvelles d'Amérique

Hugo Chavez est rentré de Cuba, il pourra être prochainement investi président du Venezuela. En Equateur, autre pays de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), le président Rafael Correa a été réélu, pour la deuxième fois, avec près de 56% des voix. Il est à la tête d'un pays qui espère plus de 4% de croissance cette année, mais où plus du quart de la population est pauvre, population dont la première préoccupation est l'insécurité générée par les trafics de drogue de ses voisins.

La démission du Pape

Benoît XVI annonce qu'il n'a plus la « *vigueur du corps et de l'esprit* » pour continuer sa mission. Après presque huit ans à la tête de la hiérarchie catholique cette annonce pontificale est un vrai coup de tonnerre. Agé de 85 ans, il ne souhaite peut-être pas mettre en lumière les difficultés physiques liées à un âge avancé et donner l'image d'une papauté affaiblie. Une décision, qui si elle n'est pas unique dans l'histoire, n'en est pas moins originale et courageuse. A l'heure où le dynamisme de l'Eglise catholique se situe davantage en Afrique et en Amérique latine, le prochain pape pourrait bien être, pour la première fois, non-européen.

Copyright Février 2013-Degans/Diploweb.com

Plus

. Point d'actualité internationale de janvier 2013

. Point d'actualité internationale de mars 2013

[Retour au Sommaire](#)

03/2013 Actualité internationale

lundi 1er avril 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales à Blois.

Synthèse de l'actualité internationale de mars 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Bonne lecture.

La Corée du Nord continue son escalade

La Corée du Nord a réalisé un test de missile à courte portée au-dessus de la mer du Japon, après des essais d'artillerie le long de la frontière avec la Corée du Sud. Des bombardiers américains furtifs B-2 ont survolé l'espace aérien de la Corée du Sud pour une mission d'entraînement. La Chine de Xi Jinping semble moins encline à soutenir Pyongyang, sans souhaiter pour autant que des troupes américaines s'établissent à ses frontières.

Des signes de ralentissement en Amérique...

Brésil. Le jaguar brésilien a enregistré une croissance économique de seulement 0,9% en 2012, mais une inflation de 5,8%. Une panne de la productivité explique en partie cette contre-performance qui relègue le Brésil à la dernière place des BRIC's.

En dépit d'un retour à la croissance, le système parlementaire des Etats-Unis est de nouveau au bord de la paralysie car les *cheks and balances* ne jouent plus leur rôle. Républicains et Démocrates n'ont pu trouver d'accord sur la réduction des déficits, 85 milliards de dollars de dépenses ont alors été gelés. Selon le secrétaire de la Défense Chuk Hagel, cela ne permettra plus au Pentagone de poursuivre toutes les actions engagées. 115 000 fonctionnaires du ministère de la Justice ont reçu un préavis de chômage technique. Néanmoins, le magazine *Forbes*, qui publie son palmarès des milliardaires, rappelle que les Etats-Unis

restent la terre d'élection du capitalisme... et des milliardaires car 442 y résident, devançant l'Asie-Pacifique et l'Europe. Le mexicain **Carlos Slim reste l'homme le plus riche du monde** devant Bill Gates et l'espagnol Amancio Ortega à la tête du groupe Zara.

... la longue gestation d'un partenariat économique transatlantique...

Depuis 2011, une réflexion est menée pour parvenir à un accord de libre-échange entre Washington et l'Union européenne. Les discussions ne portent pas tant sur les barrières douanières tarifaires que sur les barrières non-tarifaires comme les normes de sécurité alimentaires. Ainsi les Européens, attachés au principe de précaution, interdisent l'importation de produits OGM, de bœufs aux hormones ou de poulets nourris avec des additifs (topamine), alors que la *Food and Drug Administration* interdit les fromages non pasteurisés (camembert au lait cru, brie, roquefort...).

Autre point d'achoppement des négociations, le *Buy America Act* qui réserve les marchés publics aux firmes américaines. Néanmoins, les autorités américaines se montrent empressées à parvenir à un accord pour éviter les dérives du cycle de négociation de Doha (OMC).

... l'heure des bilans politiques en Amérique latine

Le temps est venu de juger les participants au plan Condor qui visait à l'élimination des opposants de gauche (ou supposés l'être) aux dictatures latino-américaines des années 1970. Une coopération entre l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay permet de faire le procès des chefs de la junte militaire argentine de sinistre mémoire Jorge Videla et Reynaldo Bignone.

Venezuela. Hugo Chavez est mort le 5 mars 2013 malgré les soins reçus à Cuba, 60 ans jour pour jour après Staline. Et s'il fut réellement pleuré par la population, l'heure du bilan est venue. Entre 1998 et 2012, Hugo Chavez a effectivement réduit la pauvreté du Venezuela de 54,5% à 31,9% (désormais moins de 20% de la population vit avec moins de 2 dollars par jours), alors que le PIB par habitant progresse entre les mêmes dates de 5 218 à 5 672 dollars. Le reste du tableau est moins brillant pour un des grands pays pétrolier de la planète. Ce pays du socialisme du XXIème siècle souffre de maux comparables à ceux de l'Union soviétique : une économie de pénurie s'est installée et l'Etat a sous investi dans les infrastructures. Certains ponts se sont effondrés faute d'entretien et que dire du sous-investissement dans l'industrie pétrolière, dernier fleuron du pays ? La manne pétrolière a été dilapidée, **rien n'a été fait pour préparer l'avenir**, et le

Venezuela est devenu un des pays les plus dangereux d'Amérique latine. Avant de mourir, Hugo Chavez a désigné son dauphin, Nicolas Maduro, un ancien conducteur de bus de Caracas, qui n'a pas le charisme de son mentor. De prochaines élections présidentielles devraient être organisées autour du 14 avril 2013, élections auxquelles se présentera très probablement Henrique Capriles, leader d'une droite composite. Le Venezuela va-t-il connaître la fin du chavisme ?

Argentine / Royaume-Uni. Une trentaine d'années après la guerre des Malouines, un référendum est organisé pour confirmer l'attachement de ces îlots à la couronne britannique. Ils sont toujours revendiqués par Buenos Aires et le bras de fer continue avec Londres qui estime qu'il n'y a rien à négocier. Les électeurs ont choisi à 99,8% le maintien dans le giron britannique.

Les catholiques ont un nouveau pape

Italie, Rome. Le conclave a choisi un remplaçant au pape Benoît XVI. Il s'agit de l'évêque de Buenos Aires Jorge Mario Bergoglio (d'origine piémontaise). Agé de 76 ans, il est non seulement le premier jésuite à devenir pape, mais il est aussi le premier latino-américain élu à la tête des catholiques. Cette première est remarquable, elle souligne la vigueur du catholicisme sur le continent latino-américain alors que la place de l'Europe décroît, y compris dans ce domaine spirituel. Le nouveau pape choisit de s'appeler François en l'honneur de Saint François d'Assise, fondateur de l'ordre mendicants des Franciscains. Une certaine forme d'humilité a accompagné la prise de fonction du pape François. Il doit limiter la décrue du catholicisme dans le monde, y compris sur son continent d'origine.

La France à l'heure des économies

Comment faire des économies pour diminuer l'endettement public français sans détricoter l'Etat providence ? Une difficile quadrature du cercle dans un pays où les *Baby-boomers* arrivent à l'âge de la retraite. Première piste, en désindexant les retraites complémentaires du privé de l'inflation : elles augmenteront mais moins vite que cette dernière. Résultat : les seniors y perdront en pouvoir d'achat. Deuxième piste en grignotant la politique familiale qui représente 12 milliards d'euros par an. Il s'agirait de mettre fin à l'universalité des allocations familiales, qui ne constituent pas une politique sociale, mais une politique familiale pour inciter les familles à avoir davantage d'enfants. Il faut rappeler le contexte de leur création. La France est le seul pays européen à manquer d'enfants dès le XIXème siècle, raison pour laquelle les Français n'émigrent pas comme les autres populations européennes parties peupler le monde, mais accueillent sur leur sol

dès les années 1840 des immigrés. Le choc démographique de la Première Guerre mondiale a été rude pour le pays le plus vieilli d'Europe, dans l'entre-deux-guerres certaines années voient les décès l'emporter sur les naissances. Avec la Libération est décidée une politique nataliste ambitieuse pour rajeunir la population française, force est de constater que cette politique est un succès. La France a plus d'enfants que ses voisins, et même en 2012 les Françaises ont en moyenne 2 enfants, nous vieillissons donc moins vite que les autres pays européens, dont certains connaissent aujourd'hui un vrai drame démographique (Allemagne, Italie, Espagne, Pologne...). Le projet de diminuer les allocations familiales pour les familles aisées (dont la définition reste à donner) est passionnel. Le risque est de transformer les allocations familiales en politique sociale, le choc psychologique pourrait être considérable et nous faire perdre notre singularité démographique positive. Enfin, c'est aussi le risque ouvrir la boîte de Pandore, pourquoi ne pas alors conditionner le remboursement des dépenses médicales...

L'Europe communautaire ne sort pas de la tourmente

Chypre, qui intègre l'Union européenne en 2004 bien que divisée, est un paradis fiscal qui attire particulièrement, mais pas seulement les capitaux russes. Son secteur bancaire est hypertrophié, mais cela n'a pas chagriné Bruxelles avant que Nicosie ne demande une aide pour recapitaliser ses banques, juste après que l'on ait découvert que la viande de cheval vendue en lieu et place de la viande de cheval soit passée par un trader chypriote. La zone euro accepte de sauver Chypre - un plan de sauvetage de 10 milliards d'euros soit plus de la moitié du PIB de l'île - mais en demandant à ce que Chypre trouve elle-même 7 milliards d'euros, une première. Cette exigence est liée au fait que Chypre est un paradis fiscal, où les proches du pouvoir moscovite viennent placer des capitaux souvent d'origine frauduleuse. Aux autorités chypriotes de trouver la façon de réunir cette somme, car Bruxelles n'a pas demandé à ce que soit les petits épargnants qui paient, mais vise bien sûr plutôt les comptes russes assez opaques. L'émotion a été grande dans l'île, comme à Moscou où Vladimir Poutine a fait part de son indignation.

La Chine face à de nouveaux défis

L'exécutif chinois se renouvelle en mars 2013. Le bilan du premier ministre Wen Jiabao est très mitigé. Outre le fait qu'il reconnaît que la pollution « *affecte le niveau de bien-être de la population et également la postérité et l'avenir de notre nation* », le déficit public s'établit à 2% du PIB. Les dépenses augmentent dans de nombreux domaines : l'armée (+10,7%), infrastructures ferroviaires et surtout

domaine social. Ce dernier point est devenu très sensible en Chine d'où le relèvement de 10% des retraites dans le pays de l'enfant unique et le souci d'augmenter la consommation intérieure. La Chine a besoin d'une justice sociale que Wen n'a pas su lui donner même si le PIB par habitant a quintuplé entre 2002 et 2012, le revenu moyen annuel des urbains s'établit autour de 24 565 yuans mais autour de 7 917 pour les ruraux. L'exécutif chinois change de visage : Xi Jinping devient le nouveau président et Li Keqiang le nouveau premier ministre. Les défis à relever sont immenses : prendre garde aux inégalités et tisser un filet de protection sociale, réformer l'administration comme le système bancaire, juguler la spéculation immobilière... le nouveau président est parti en tournée en Afrique en commençant par la Tanzanie, puis le Congo-Brazzaville avant de partir en Afrique australe où il est attendu à la nouvelle réunion des BRIC's de Durban.

Les tensions restent vives en Afrique

Les élections présidentielles au Kenya ont été remportées par Uhuru Kenyatta, fils de Jomo Kenyatta premier président du Kenya indépendant. Les élections se sont déroulées dans un climat très tendu et le taux d'abstention atteint des records : 85%.

Les rebelles de Séléka ont pris le pouvoir à Bangui, le président, François Bozizé est en fuite. Michel Djotodia a pris le pouvoir et nommé Nicolas Tiangaye premier ministre. Aucune élection n'est prévue d'ici trois ans.

Le drame syrien continue

En Syrie, la guerre aurait déjà peut-être fait 70 000 victimes. L'Europe est quant à elle divisée sur la conduite à tenir. Paris et Londres veulent livrer des armes aux rebelles (l'armée de Bachar El-Assad en reçoit de la Russie et de la Chine) mais Berlin, qui redoutent que les armes servent à des islamistes radicaux, s'y oppose. Trouver une position commune à 27 est difficile... Il n'en demeure pas moins que cet attentisme n'honore pas la communauté internationale.

Avril 2013-Degans/Diploweb.com

. Point d'actualité internationale d'avril 2013

. Point d'actualité internationale de février 2013

. Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

04/2013 Actualité internationale

mercredi 1er mai 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale d'avril 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou passent un concours. Bonne lecture et tous nos vœux de réussite ! Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Les grands émergents s'organisent

LES grands pays émergents, Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud depuis 2010, forment les BRIC's. Leur réunion annuelle vient de se tenir courant avril 2013 à Durban (Afrique du Sud). Elle aboutit à la décision de créer une nouvelle banque de développement qui leur soit propre, une banque des émergents. C'est une réplique à la Banque mondiale, comme pour asseoir une autre mondialisation. Cette décision est possible grâce à leur **réussite économique** (même si les performances sont différentes), une croissance élevée, un potentiel d'avenir en termes de marché, et la vraie puissance financière chinoise. Cette annonce ne doit pas masquer les **divergences profondes entre les grands émergents** (la Chine effraie plus ou moins les autres, et par ailleurs l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil sont réunis dans une plateforme de discussions internes aux grandes démocraties émergentes : ISBA), pas plus qu'elle doit occulter le **regain protectionniste**. La Coface classe d'ailleurs comme principaux pays protectionnistes l'Argentine, la Russie ou l'Inde. La Chine occupe la 6ème place devant le Brésil (8ème).

L'Asie entre rodomontades et peur

Corée du Nord. Pyongyang continue à défier Washington. Kim Jong-un annonce qu'il relance son programme nucléaire de production d'armes et menace les Etats-Unis de représailles, en particulier sur Hawaï, réactivant ainsi de douloureux souvenirs pour les Américains. B. Obama ne se laisse pas impressionner et ses bombardiers B52 assurent les sud-coréens de la solidarité américaine. Le régime nord-coréen est autiste d'autant que Pékin s'en désolidarise, ses démonstrations agressives ont avant tout une vocation interne (rassurer les élites nord-coréennes). Washington, rassure Séoul, mais ne veut pas se laisser emporter par l'escalade de Pyongyang, d'autant plus que les Etats-Unis vont diminuer de façon sensible leurs dépenses militaires.

Les forces militaires en présence se redéployent en Asie du fait de l'escalade des tensions. Les forces américaines se déplacent vers les Philippines et la région du détroit de Malacca, la Chine dans celle des îles Paracels et Spratleys (que Pékin revendique par ailleurs) : un espace névralgique du commerce mondial.

La Chine du Sud est de nouveau l'épicentre d'une nouvelle grippe aviaire, H7N9, qui s'est transmise à l'homme et a fait ses premières victimes. Elle s'est déjà étendue jusque Pékin...

Au Japon, un séisme d'une magnitude de 5,2 s'est produit sur la côte de Fukushima où la centrale Daiichi n'a déploré aucun incident...

La Syrie est fortement soupçonnée d'avoir utilisé des armes chimiques, en l'occurrence du gaz sarin, s'il s'avérait que cette limite ait été franchie, l'intervention sur le sol syrien serait envisageable. Il subsiste plusieurs obstacles : le refus à ce jour de la Russie et de la Chine, et le fait qu'Al-Qaïda a des adeptes ouvertement déclarés au sein de l'opposition au pouvoir alaouite...

La France entre sinistrose et réussite

France. Selon un sondage *Viavoice*, 38% des Français veulent partir à l'étranger, la consommation en France a reculé, certes très faiblement de 0,1% en 2012, mais c'est une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le cap des 3,2 millions de chômeurs a été dépassé, soit près de 10,9% de la population active ; à titre de comparaison l'Espagne compte 6 millions de chômeurs (27,2% de la population active), et le Royaume-Uni 7,9%. Le FMI prévoit une récession de 0,1% pour la France en 2013 et une croissance atone de 0,9% pour 2014.

La France sort pourtant la tête haute de la guerre du Mali et va commencer à rapatrier une partie de ses troupes. Si la France ne sera pas pour autant absente, le relai sera pris par des troupes de l'ONU (Minusma déployée à partir de 1er juillet 2013).

L' « affaire » Jérôme Cahuzac ne finit pas de susciter des remous, l'ancien ministre délégué chargé du Budget a été contraint de démissionner, suite à de très fortes présomptions d'évasion fiscale. Le président François Hollande décide de mener une politique de « moralisation » de la vie politique : les élus doivent déclarer leur patrimoine, certaines activités leur sont interdites (pour éviter les conflits d'intérêts...). Cette politique est loin de faire l'unanimité au sein de la classe politique française.

Disparition de Margaret Thatcher

Royaume-Uni. Celle qui a gagné en son temps le surnom de « Dame de fer » est décédée à l'âge de 87 ans. Personnage politique autant adulé que détesté, elle a été premier ministre britannique entre 1979 et 1990, et le pays n'a plus jamais été le même tant son empreinte est restée forte. Elle a marqué ses mandatures de son intransigeance : mort par grève de la faim de Bobby Sands (IRA), elle brise durablement le syndicalisme britannique en tenant un an face à la grève des mineurs... son fameux « *there is no alternative* ») mais aussi de ses convictions (modération fiscale, rigueur budgétaire et monétaire, effacement de l'Etat et des syndicats au profit du marché...). Sa politique accélère la désindustrialisation du berceau de la 1^{ère} révolution industrielle et donne un poids sans précédent à la City. Elle est à la source, avec son compère américain Ronald Reagan, de la révolution néoconservatrice dont nous restons toujours tributaires aujourd'hui. Cette eurosceptique obtient, après avoir proclamé haut et fort « *I want my money back* », lors du sommet européen de Fontainebleau (1984) un « rabais »... que le Royaume-Uni conserve jusqu'aujourd'hui. F. Mitterrand disait d'elle « Elle a les yeux de Caligula et la bouche de Marylin Monroe ». Ses funérailles font polémiques. Elle n'a pas le droit à des funérailles nationales, mais aux honneurs militaires. Ken Loach proposant même de faire des économies sur les hommages liés à son enterrement... évalués à près de 10 millions de livres sterling.

Les Amériques

Au Venezuela, Nicolas Maduro a été élu président de la République. Le dauphin d'Hugo Chavez a capitalisé beaucoup de votes sur l'émotion suscitée par le décès du leader de la révolution bolivarienne, malgré un quotidien peu reluisant pour un pays pétrolier comme le Venezuela abonné aux coupures d'eau ou d'électricité.... Il n'a pourtant pas fait le plein des voix chez les *chavistes*, il n'a gagné qu'avec 50,7% des voix, son challenger Henrique Capriles demande un recours pour fraude électorale... Avec un pouvoir mal assuré, la transition post-Chavez s'avère plus délicate que prévue.

Les Etats-Unis à l'heure de l'austérité mais pas trop... Le président B. Obama a réduit ses émoluments de 5%, le déficit budgétaire devrait être ramené à 4,4% pour 2014 pour une dette qui approche les 17 000 milliards de dollars... Il propose d'augmenter les dépenses pour la recherche, l'éducation et les infrastructures (50 milliards de \$ pour rénover les aéroports, les ponts les plus délabrés, les ports...) grâce à un impôt sur les milliardaires qui représenterait 30% de leurs revenus (déductions faites des dons aux œuvres caritatives).

Le marathon de Boston a été dramatiquement endeuillé par un double attentat qui a tué 3 personnes et blessé plusieurs centaines d'autres.

L'Inde : la dynastie des Gandhi

Inde. Rahul Gandhi, fils de Rajiv assassiné en 1991 et de Sonia qui tient les rênes du parti du Congrès, vient de faire son premier grand meeting politique devant un parterre d'industriels indiens. S'il a plutôt vanté le génie du peuple indien que proposé des solutions pratiques aux nombreux problèmes du pays, il n'en reste pas moins qu'il s'est inscrit dans la dynastie nerhuvienne pour prendre, probablement un jour la direction de son pays.

Le climat d'insécurité persiste en Afrique

En Centrafrique la coalition Séléka, opposition à F. Bozizé, qui a pris le pouvoir par la force ne parvient pas à faire cesser les violences. Le pays est aujourd'hui en proie à l'anarchie et Bangui demande l'aide de la France pour stabiliser la situation. La région du lac Tchad, au Nord du Nigéria et du Cameroun est déstabilisée par l'implantation du groupe islamiste Boko Haram. Le Nigéria déplore la mort de 187 personnes dans des affrontements dans sa partie septentrionale. La famille française otage de Boko Haram a été libérée.

Le climat d'insécurité est aussi très élevé dans la Libye post-printemps arabe. Une voiture piégée a explosé devant l'ambassade de France à Tripoli.

Une pensée chaleureuse pour les étudiants qui passent leurs concours...

Copyright Degans-Avril 2013/Diploweb

Point d'actualité internationale de mai 2013

Point d'actualité internationale de mars 2013

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

Devenir membre

mercredi 1er octobre 2014

Oui, vous avez le droit de soutenir le *Diploweb.com*. Découvrez immédiatement les buts de l'association qui soutient le *Diploweb.com* : le Centre géopolitique.

Message de Pierre Verluise, Fondateur du *diploweb.com*

AUJOURD'HUI, je vous demande de soutenir le *diploweb* en faisant un don ou en devenant membre du Centre géopolitique qui soutient ce site.

Nous avons lancé le *Diploweb* en 2000, et au cours des dernières années, j'ai vu avec émerveillement et humilité des centaines de milliers d'internautes devenir lecteurs réguliers du premier site géopolitique francophone, fondé sans le moindre soutien institutionnel.

Le *Diploweb* n'est pas un site commercial. C'est **média libre et indépendant** qui respecte sa charte : expert, pluraliste et transparent. C'est encore une communauté de lecteurs qui y trouvent l'information qui leur convient et une aide gratuite à la formation pour construire une vie meilleure.

Vous faites partie de notre communauté sans frontière. Vous donnez du prix à la liberté et à l'indépendance de l'information géopolitique sur Internet, **alors donnez-lui les moyens de se développer.**

Merci

Pierre Verluise, Fondateur du *diploweb.com*

1. Les buts du Centre géopolitique

Le « Centre géopolitique - Geopolitics Center » est une association loi 1901, fondée le 15 juin 2003, déclarée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne le 17 juin 2003, sous le n° 0942017345.

Voici ses buts : « soutenir et promouvoir les activités, travaux et publications de ses membres ; ainsi que de contribuer à la création et au développement d'œuvres ou conférences pour l'éducation et la formation en histoire, géographie, éducation civique, science politique, relations internationales, stratégie et géopolitique. Elle souhaite contribuer à des synergies entre journaux, revues,

sites, éditeurs, chercheurs, équipes de recherche et instituts. » (Extrait des statuts)

Présidente : Marie-Joëlle Poulain ; Directeur : Pierre Verluise, (Directeur du diploweb.com) ; Trésorier : Marc Poulain.

En devenant membre associé du Centre géopolitique, **vous participerez concrètement** au développement du site diploweb.com. Vous bénéficierez d'un **droit d'entrée privilégié** aux conférences de Pierre Verluise et aux événements **explicitement** co-organisés par le diploweb.com sous la mention Communauté du diploweb. Pour en être informé, il vous faut vous inscrire à la Lettre du diploweb.com. Voir

Merci de nous adresser le bulletin ci-dessous, avec votre cotisation.

2. Votre bulletin pour devenir membre du Centre géopolitique

Voici le bulletin à imprimer ou recopier sur papier libre

Nous vous remercions de l'adresser complété et accompagné d'un chèque à l'ordre du Centre géopolitique. Puis adressez l'enveloppe à P. Verluise, Centre géopolitique, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France.

Bulletin d'adhésion au Centre géopolitique - Geopolitics Center

Je demande à devenir pour 12 mois (entourer votre choix)

. **membre associé** du Centre géopolitique : 29 euros.

. **membre associé, catégorie jeune ou étudiant** (jusqu'à 25 ans, adresser une copie de votre carte d'identité ou d'étudiant) : 19 euros.

. **membre associé bienfaiteur** du Centre géopolitique : 199 euros et plus.

A compléter pour recevoir votre carte de membre :

Nom :

Prénom :

N° et rue :

Ville :

Code postal :

Pays :

Date d'adhésion :

Signature :

[Retour au Sommaire](#)

05/2013 Actualité internationale

samedi 1er juin 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de mai 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou passent un concours. Bonne lecture et tous nos vœux de réussite aux admissibles ! Le Diploweb.com vous soutient ! Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

L'Europe à l'heure du chômage...

UE. LA CONJONCTURE socio-économique se dégrade en Europe. La France a franchi son seuil historique de 3,2 millions de chômeurs, l'Espagne en compte plus de 6, 2 millions, le taux de chômage s'établit à 17,5% de la population active au Portugal, 7,9% au Royaume Uni mais 5,4% en Allemagne... Or le meilleur « contraceptif » au chômage reste la croissance économique... très discrète sur notre continent qui apparaît plus « vieux » que jamais. Les prévisions économiques pour la zone euro sont pessimistes, -0,4% pour 2013 (-0,1% pour la France). Ce qui ne peut que maintenir le chômage à des taux élevés. L'emploi repart aux Etats-Unis où le taux de chômage a baissé à 7,5% (meilleur résultat depuis décembre 2008).

... et d'un bras de fer avec la puissance chinoise

UE-Chine. Bruxelles décide d'augmenter les taxes douanières sur les panneaux solaires d'origine chinoise à 47% (en moyenne). Il faut savoir qu'en quelques années les entreprises de l'empire du Milieu qui étaient absentes sur le marché

européen sont en position hégémonique, puisqu'elles représentent 80% des ventes du secteur. Ces entreprises (Yingli, Trina Solar ou Suntech) sont parvenues à faire disparaître une bonne partie de leurs concurrents européens grâce à des aides, multiples et variées de Pékin, enfreignant ainsi les règles élémentaires de l'OMC à laquelle la Chine appartient depuis le début du XXIème siècle. **Elles sont accusées de vendre à perte sur le marché européen.** Ce bras de fer concerne un domaine stratégique pour l'avenir, qui symbolise la remontée de gamme de Pékin. Cette dernière n'a pas tardé à prendre des mesures de rétorsion accusant Vallourec, Salzgitter Mannesmann de vendre à perte leurs tubes sans soudure sur le marché chinois et s'attaquant aux chimistes européens (comme Solvay) pour des raisons de dumping. Bruxelles s'oppose aussi à Pékin au sujet des équipementiers télécoms Huawei et ZTE accusés de vendre eux aussi à perte, comme de la porcelaine et des ustensiles de cuisine en céramique.



Chine, Shanghai. Dans le quartier de Pudong, à l'ombre de l'imposante tour de la perle d'Orient, véritable icône de la ville, les ouvriers bâtisseurs sont les petites mains qui construisent la Chine. © Photo Barthélémy Courmont, extraite d'une reportage en ligne sur Diploweb : Chine : Shanghai, mégapole en croissance accélérée.

Bruxelles, Washington et Tokyo ont porté doléance à l'OMC à propos des terres rares que Pékin, qui dispose de 95% des stocks, n'exporte qu'avec parcimonie.

Un essoufflement de l'empire du Milieu ?

Chine. L'endettement public continue à progresser pour soutenir l'activité manufacturière du pays et donc l'emploi. La croissance du PIB ralentit de façon continue depuis le début de l'année 2011 pour s'établir autour de 7,7%. Les marges de manœuvre apparaissent pourtant limitées pour le nouvel exécutif chinois. Nombreux sont les jeunes diplômés qui peinent à trouver un emploi... Une situation prise au sérieux par les autorités.

Les scandales se multiplient en Asie

Bangladesh et Inde. Au Bangladesh, dans la région de Dacca, un immeuble abritant des activités textiles s'est effondré provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes, illustrant tragiquement le scandale des conditions de travail dans les « sweat shops ». Le pape François dénonce d'ailleurs un « travail d'esclave », **ces ouvriers du textile sont payés moins de 40 dollars par mois pour environ 60 heures** de travail hebdomadaire... Le Bangladesh est devenu le deuxième fournisseur de produits textiles pour l'Union européenne après la Chine, en raison de ses très bas coûts de production.

L'Inde est aussi à l'heure de scandales multiples : Calcutta est le siège d'une escroquerie qui touche l'épargne confiée par les Bengalais, qui n'est autre qu'une pyramide de Ponzi. Ce scandale financier a des répercussions politiques qui obligent le premier ministre Manmohan Singh à intervenir.

L'Inde est aussi secouée par un scandale dans un secteur très sensible de ce pays : le cricket. Il s'avère que des matchs sont truqués pour le plus grand profit de ceux qui organisent des paris sportifs illégaux dans ce pays.

Elections en Asie

Pakistan. Au Pakistan, Nawaz Sharif, à la tête de la Ligue musulmane, remporte les élections parlementaires. Les violences orchestrées par les Talibans n'ont pas réussi à empêcher une alternance pacifique et démocratique dans le pays. Cette élection laisse espérer un réchauffement des relations entre Islamabad et New Delhi.

La Malaisie a reconduit le parti au pouvoir depuis l'indépendance.

La Syrie et l'hypothèque d'une régionalisation du conflit

Syrie. Alors que le conflit se prolonge en Syrie, un attentat à la voiture piégée à Reyhanli (Turquie), les frappes israéliennes sur Damas et l'envoi de troupes d'élites par le Hezbollah libanais laissent craindre une régionalisation du conflit syrien. Ankara, Riyad et Doha (dont la médiation a permis la libération des casques bleus détenus par les rebelles) soutiennent la rébellion, alors que Téhéran est le principal allié de Damas. Les réfugiés syriens affluent dans toute la région, aucun voisin de la Syrie ne peut rester à l'écart du conflit. Les grandes puissances sont elles-mêmes davantage concernées du fait de l'utilisation très probable d'armes chimiques par Damas... comme par des rebelles de plus en plus dominés par djihadistes. John Kerry multiplie les visites pour essayer de dénouer l'écheveau syrien. Assad affirme que Moscou honore les commandes d'armes passées avant le conflit.

En France le bilan aigre-doux de l'an I Hollande

France. Cette première année du quinquennat de François Hollande est marquée par l'engagement de la France au Mali, responsabilité que d'autres n'ont pas voulu assumer mais aussi le plan de compétitivité pour essayer de renouer avec davantage de croissance, plan basé sur le rapport Gallois (voir **Actualité du mois de novembre**), et donc un souci accru du destin industriel de la France. Il n'en reste pas moins que cette première année est sous le signe de la crise économique, la recrudescence du chômage, ce qui pèse sur la côte de confiance du chef de l'Etat, comme la division de la société à propos du mariage pour tous.

L'industrie pharmaceutique se désengage des antibiotiques

Economie de la santé. A Berlin le congrès de la société européenne de microbiologie clinique et des maladies infectieuses s'alarme de la faiblesse de la recherche dans le secteur des antibiotiques. Si les maladies infectieuses restent une des principales causes de mortalité dans le monde, et si la résistance aux antibiotiques s'accroît, le secteur des antibiotiques s'avère moins rémunérateur que d'autres médicaments alors même que la recherche reste très coûteuse. Merck, Astra-Zeneca et GSK sont quasiment les seuls à maintenir la recherche dans ce secteur pourtant indispensable à la santé publique et garant d'une médecine aux antipodes de celle du XIXème siècle. L'Indien Ranbaxy vient de reconnaître sa culpabilité concernant des résultats d'analyse liés à des médicaments génériques. Cela risque de jeter le discrédit sur ce pays devenu la « pharmacie du monde » et le recours aux médicaments génériques.

Afrique en quête d'une stabilité politique

Au Sahara occidental (ex Rio de Oro espagnol), administré par la Maroc depuis le milieu des années 1970, une manifestation inédite s'est déroulée en faveur de l'indépendance à Laâyoune. La mission onusienne Minurso y est présente pour aider cette région à déterminer son avenir entre le rattachement à Rabat et l'indépendance défendue par le Front Polisario.

Bangui, capitale centrafricaine, appelle la France pour sécuriser et stabiliser une situation qui reste assez confuse depuis la prise de pouvoir par le mouvement Séléka il y a près de deux mois (voir **Actualité internationale d'avril 2013**).

Le Mali devrait organiser des élections présidentielles à la fin du mois de juillet 2013 pour évoluer vers une normalisation politique.

Benghazi, épice de du printemps arabe qui a balayé le régime de M. Kadhafi, a été le siège d'un attentat.

L'armée tunisienne fait face à des groupes djihadistes (comme Ansar Al-Charia), des combats armés se déroulent dans les montagnes à la frontière avec l'Algérie. Tunis n'est pas épargnée car des affrontements avec les salafistes se sont déroulés en pleine rue. Le gouvernement a fait le lien entre ces salafistes et les mouvements terroristes.

Gouvernance mondiale

Le mandat du Français Pascal Lamy à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prend fin. Jamais, depuis 1947 et la création du Gatt (que l'OMC a remplacé en 1995), un poste très influent pour l'organisation des échanges mondiaux n'a été occupé par un directeur général issu du monde émergent. Une compétition a opposé le mexicain Herminio Blanco (qui a œuvré à la signature de l'ALENA) et le brésilien **Roberto Azvedo** qui y représente son pays depuis 2008. Ce dernier a été désigné, il lui incombe l'immense défi de **relancer le multilatéralisme** défendu par cette institution dans un contexte de **montée du protectionnisme et de multiplication des accords bilatéraux**.



Le Directeur général, M. Pascal Lamy, félicite l'Ambassadeur M. Roberto Carvalho de Azevêdo, qui a été désigné comme nouveau Directeur général de l'OMC par le Conseil général le 14 mai 2013. M. Azevêdo prendra ses fonctions le 1er septembre 2013. Copyright OMC.

C'est aussi un symbole fort de la prise d'importance nouvelle des pays émergents, et singulièrement des BRIC's, dans l'architecture économique et géopolitique mondiale du XXIème siècle.

Copyright Mai 2013-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de juin 2013

Point d'actualité internationale d'avril 2013

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

06/2013 Actualité internationale

dimanche 30 juin 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de juin 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou passent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté durant les prochains mois. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

La Turquie vacille

Turquie. A Ankara, Antalya ou Izmir, d'importantes manifestations secouent le pouvoir de Recep Erdogan. Ce mouvement populaire a pour origine la dénonciation des violences policières en Turquie et l'autoritarisme du gouvernement dont un des symboles est la disparition du parc Gezi, au cœur d'Istanbul, au profit de la construction d'une mosquée et d'un centre commercial. En seulement 4 jours, le bilan est de 2 morts et 1 500 blessés. Les manifestants de la place Taksim sont souvent des jeunes issus des classes moyennes urbaines, car le décalage est croissant entre cette jeunesse moderne, une économie qui se modernise et un pouvoir plus autoritaire et autocrate, soupçonné d' « islamisation rampante ». Cette contestation s'affirme alors que l'économie turque ralentit...

Cette crise révèle les fragilités d'un pays émergent.

Le Brésil rattrapé par une « vaguelette » ?

Brésil. Alors que Brasilia avait qualifié de « vaguelette » la crise économique née des *subprimes*, plus préoccupée par la surchauffe des investissements et les tendances inflationnistes d'un pays qui a fait la plus grande découverte pétrolière du début du XXIème siècle, elle change aujourd'hui de ton. A l'instar de ce qui se

passé en Turquie, en Inde ou dans une moindre mesure en Chine, l'économie brésilienne connaît un ralentissement depuis la fin de l'année 2011. C'est la fin de la taxe IOF qui visait l'entrée sur le territoire brésilien de capitaux spéculatifs, le *réal* a perdu près de 10% de sa valeur depuis le début du printemps 2013.

La présidente Dilma Rousseff a été sifflée lors de la cérémonie d'ouverture de la Coupe des confédérations. La contestation sociale, d'une grande ampleur, s'est cristallisée autour de l'augmentation du coût des transports en commun empêchant les plus pauvres de se déplacer dans des villes tentaculaires, alors même que la facture pour la prochaine Coupe du monde de football ne cesse de s'alourdir. Cette contestation est celle d'un pays émergent où des millions de personnes sont sorties de la misère, mais leur quotidien reste pourtant difficile. **La croissance brésilienne ne s'est pas encore transformée en développement pour la majorité des Brésiliens** qui souffrent aussi d'une déficience des infrastructures (transport, hôpitaux, écoles...) et de la corruption du pays.

Le bras de fer Bruxelles-Pékin continue et génère des tensions...

UE-Chine. Bruxelles a décidé de taxer les panneaux solaires en provenance de Chine à la hauteur de 47%, cette mesure n'est pas soutenue par l'Allemagne qui exporte beaucoup vers l'Empire du Milieu et craint, à juste titre, des mesures de rétorsion de la part de Pékin. Pékin annonce d'ailleurs une enquête anti-dumping concernant l'importation de vins européens, il faut bien sûr comprendre français. La France y exporte, en effet, pour 546 millions d'euros, la Chine est le troisième marché à l'exportation pour les viticulteurs français.

Berlin craignait des mesures frappant les grosses cylindrées qu'elle exporte en Chine. Angela Merkel s'est montrée très réticente envers des mesures « définitives » taxant les produits chinois, à la différence de Paris. Pékin semble avoir pris la mesure de ces différentes attitudes...

L'Union européenne se joint au Japon pour dénoncer des aciers inoxydables taxés à la hauteur de 15% par la Chine. Antonio Tajani, commissaire européen à l'industrie, explique qu'il s'agit de lutter contre des « pratiques déloyales ». **Bruxelles décide donc d'adopter une stratégie offensive pour essayer de gommer cette image de « passoire »** dont elle souffre aux yeux de ses concitoyens [1].

... Bruxelles et Washington se rapprochent au niveau

commercial

UE-USA. L'Union européenne et les Etats-Unis négocient un vaste accord de libre-échange transatlantique. Cet accord suscite davantage l'adhésion de l'Europe du Nord (qui en attend une croissance renforcée) que de l'Europe latine, à laquelle la France se rattache, qui craint une recrudescence de la concurrence. La France est à la tête de ceux qui réclament que la culture et l'audiovisuel soient exclues de ces négociations, à la différence de pays comme la Suède ou le Royaume-Uni.

Une rencontre au sommet Obama et Xi : une Chinamérique ?

Chine-USA. Cette rencontre des deux chefs d'Etat de ces grands pays n'est pas une première : en son temps Henry Kissinger avait été l'artisan de la rencontre entre Richard Nixon et Mao Zedong (1972). Quelques années plus tard, Jimmy Carter rencontra Deng Xiaoping. Aujourd'hui les deux nouveaux chefs des exécutifs des deux premières puissances économiques mondiales se rencontrent à Sunnylands. Cette entrevue se déroule sur fonds de fortes tensions. Pékin finance en partie les déficits américains, pourtant l'exécutif chinois est persuadé que Washington mène une diplomatie qui vise à « endiguer » sa puissance en Asie, les négociations concernant l'accord transpacifique (avec notamment le Vietnam) isolent davantage Pékin. En retour Washington reproche à la Chine de sous-évaluer sa monnaie, malgré son appréciation de 12% en deux ans, et surtout la soupçonne d'être à l'origine d'un espionnage industriel très coûteux pour les Etats-Unis (près de 200 milliards de dollars par an) mais qui permettrait à la Chine de maintenir une croissance élevée.

C'est la rencontre entre une puissance mondiale et une puissance qui ne l'est pas encore, entre le plus jeune empire et le plus ancien.

L'Allemagne, un géant moins grand qu'il n'en a l'air ?

Allemagne. Le recensement de 2011 corrige les statistiques de population allemande : notre voisin outre-Rhin ne compte pas 81,7 millions d'habitants mais « seulement » **80,2 millions**. Même si l'Allemagne reste un « grand » pays, et le plus peuplé de l'Union européenne, son poids s'amenuise. Cette correction ne modifiera pas ses droits de vote au sein du conseil de l'Union européenne. Les moins de 18 ans ne représentent que 15,7% de la population totale contre 21,2% pour les plus de 65 ans. **L'Allemagne vieillit et connaît une dépopulation ralentie par une politique migratoire dynamique**, puisque l'Allemagne

accueil non seulement une importante communauté turque, mais reçoit depuis peu davantage de jeunes originaires d'Europe du Sud (notamment de la péninsule ibérique) à la recherche d'un emploi. La chancelière annonce un tournant de sa politique économique vers moins de rigueur. Une attitude davantage pragmatique ? Une amorce de rapprochement sur des positions économiques davantage françaises ?

L'Union européenne, une entité vivante

Croatia becomes the 28th Member State of the European Union



Captain d'écran de la vidéo officielle de bienvenue à la Croatie dans l'UE, 30 juin 2013. Copyright Commission européenne 2013

Elargissement de l'UE. La Croatie est le 28ème membre de l'Union européenne à laquelle elle adhère le 1er juillet 2013. La Croatie représente 1,26% de la superficie de l'UE28, 0,86% de sa population mais seulement 0,33% de son PIB.

Les négociations avec la Serbie se poursuivent.

En 2014, la Lettonie pourrait devenir le 18ème pays à adopter l'euro.

De Echelon à Prism : les grandes oreilles américaines

Etats-Unis. Edward Snowden, 29 ans dont 10 ans dans les renseignements américains, rend public l'espionnage à grande échelle des Etats-Unis. Ceux-ci obligent les opérateurs de téléphonie mobile à donner des renseignements sur leurs abonnés, alors que les géants du Net (Google ou Facebook par exemple) livrent les emails ou photos... Si Echelon date de 1988, Prism commencerait en 2007. Ces atteintes à la vie privée ont poussé Edward Snowden à s'en ouvrir au *Washington Post* (qui n'en est pas à son premier scoop concernant l'espionnage, il avait révélé le scandale du Watergate au milieu des années 1970) et au *Guardian*. Ce nouveau scandale, après les révélations de WikiLeaks, embarrasse Barack Obama. Londres aurait aussi espionné ses invités du G20 en 2009...

Big brother is watching you ...

Le Qatar change de tête

L'émir du Qatar devrait laisser sa place à son fils le prince héritier Cheik Tamim. Ce petit émirat a un rôle essentiel dans son environnement régional, berceau d'*Al Jazeera*, médiateur dans le cadre du « printemps arabe », grand investisseur international... en particulier en France.

Les matières premières : le temps des changements

Hydrocarbures. Un groupe britannique a réévalué les stocks de gaz, et pour la première fois a révisé à la baisse le potentiel russe. **L'Iran détrône ainsi la Russie en tant que premier détenteur de réserves gazières**, le Qatar est le troisième possesseur de ressources devant le Turkménistan. Les Etats-Unis restent le premier producteur mondial de gaz, et devraient devenir dans moins d'une dizaine d'années les premiers producteurs de pétrole grâce au pétrole de schiste qu'ils exploitent.

L'ADN humain n'est pas un bien marchand...

La cour suprême des Etats-Unis a décidé que l'ADN humain ne serait pas brevetable au grand dam de la société Myriad qui a déposé des brevets sur des gènes qui prédisposent au cancer et vend ainsi des tests, dont l'un a amené Angelina Jolie à pratiquer une mastectomie préventive. L'ADN complémentaire est lui brevetable pour ne pas décourager la recherche.

Un nouveau visage pour l'Iran

Iran. Les Iraniens ont choisi leur nouveau président, Hassan Rohani, réputé modéré. Ce conservateur sera-t-il celui qui amènera l'Iran à une renaissance ?

Copyright 30 juin 2013-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de juillet et août 2013

Point d'actualité internationale de mai 2013

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

Notes

[1] NDLR : Jusqu'au début des années 2000, la construction européenne

s'appuyait sur une idée forte : « L'Europe c'est la paix ». Historiquement exacte, cette affirmation convainc moins à compter du début des années 2000, comme en témoigne notamment l'échec du projet de traité constitutionnel en 2005. En effet, les jeunes générations n'ont généralement pas d'expérience de la guerre, dès lors, l'affirmation précédente perd de sa force. En revanche, les études de l'Eurobaromètre démontrent que les citoyens Européens attendent de l'UE qu'elle les « protège de la mondialisation ». Dès lors, pour consolider la légitimité de la construction européenne, les institutions entonnent cette thématique. Reste à évaluer les résultats.

[Retour au Sommaire](#)

07-08/2013 Actualité internationale

samedi 31 août 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de juillet et août 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Le *Diploweb* leur souhaite une bonne rentrée et se tiendra à leur côté durant ces moments... délicats. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Prism : les Etats-Unis à l'écoute de l'Europe...

Les Européens prennent assez mal que leur allié, Washington, espionne les citoyens européens et même « les plus importants ». Le scandale des méthodes de la NSA, révélé par l'ancien analyste Edward Snowden, pousse les Européens à chercher à évaluer les conséquences du programme Prism sur la protection de données. Il est temps de mieux mesurer les implications de ces nouvelles sphères -de la téléphonie sans fil au courrier électronique, et de Google à Facebook - dont l'espionnage et le contrôle menacent les libertés et la souveraineté. Après un rocambolesque feuilleton de l'été : *Edward Snowden quittant Hong Kong, Où est E.S. ? Washington menace les pays pouvant accueillir E.S., E.S. en zone internationale, E.S. interdit de survoler plusieurs pays européens, E.S. est-il dans l'avion du président Bolivien ? , E.S trouve un asile temporaire en Russie...* Moscou se positionne alors en défenseur de la liberté face à des Etats-Unis obligés de rappeler qu'E.S. est un criminel qui bénéficiera de tous ses droits civiques. L'Union européenne est, elle, de nouveau, engluée dans ses contradictions entre le président allemand, Joachim Gauch, qui affirme son respect vis-à-vis de E.S., et le Royaume-Uni où le gouvernement britannique exige d'avoir accès aux sources du journal *The Guardian*, et prive un de ses journalistes,

enquêtant sur E. S. de son matériel... informatique.

Plus largement cette affaire pose la question des « lanceurs d'alerte » ou « *whistleblowers* » qui signalent, de manière désintéressée, un danger aux autorités, pour le bien commun. Ainsi, dans les années 1970, les révélations de Mark Felt (« gorge profonde ») aux journalistes du *Washington Post* sont à l'origine du Watergate. Plus récemment Bradley Manning a fourni à Wikileaks des centaines de milliers d'informations classées confidentielles ; la cour martiale vient de le condamner à 35 ans de prison et au renvoi de l'armée.

L'UE face à un monde changeant : l'Europe face à ses frontières

Les frontières de l'Europe communautaire ne vont pas de soi. Cet été 2013 de vieilles rivalités se sont réveillées entre Londres et Madrid à propos de Gibraltar, sous souveraineté britannique depuis le traité d'Utrecht de 1713. Les Britanniques construisent un récif artificiel au large du rocher, ce dont se plaignent les pêcheurs espagnols. Madrid décide alors de rétablir des contrôles à la frontière et menace même d'y établir un péage... David Cameron fait appel à la commission européenne, avant d'envoyer, pour des manœuvres prévues de longue date, la frégate *HMS Westminster*.

Depuis 2004, l'Union européenne est en contact direct avec des Etats de l'ancien espace soviétique, mais Moscou reste très sourcilleuse vis-à-vis de son ancienne zone d'influence et prévient que la signature d'un accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne serait « suicidaire ». Moscou menace d'user d'armes commerciales, comme cela a déjà été fait plusieurs fois par le passé avec le gaz.

Les frontières de l'UE restent sensibles. La controverse au sujet de la participation britannique à l'UE a connu de nouveaux rebondissements. A la mi-juillet 2013 un Think tank britannique propose un prix (le *Brexit price* : Britain et exit) de 100 000 euros pour le meilleur plan de sortie de l'UE. David Cameron s'est par ailleurs engagé à organiser un référendum sur le sujet avant la fin de 2017 et, en attendant, cherche à renégocier la place de son pays au sein de l'UE.

En Egypte, la diplomatie européenne peine à se positionner suite à la déposition du président Morsi, même si les violences sont unanimement dénoncées. La ligne de conduite semble difficile à définir, un soutien au premier président égyptien démocratiquement élu mais issu des Frères musulmans, un soutien à la rue où se mêlent salafistes et démocrates, ou à l'armée ? Dans ce pays, l'influence européenne est déclinante, ses Etats ne sont plus un bailleur de fonds de premier plan alors que l'Arabie saoudite ou le Qatar sont, eux, devenus d'importants

soutiens respectivement des salafistes et des Frères musulmans. Dans l'expectative, l'UE interrompt la livraison d'armes et d'équipement sécuritaires et réexamine l'aide qu'elle apporte à ce pays.

La Commission européenne peine aussi à se faire entendre de Pékin sur le dossier des mesures anti-dumping concernant les tubes en acier inoxydable (domaine dans lequel l'entreprise Vallourec est un des leaders mondiaux). Le conflit dure depuis plusieurs mois (cf. « Actualité internationale de juin 2013 ») et Bruxelles a décidé de faire appel à l'OMC pour trouver une issue à ce contentieux. Tokyo a déjà porté plainte auprès de l'organe de règlement de différends (ORD) sur ce même dossier des taxes imposées par Pékin sur les tubes inoxydables.

Au niveau monétaire et financier, cet été 2013 est riche d'enseignements. L'Union européenne a donné son accord pour que la Lettonie adopte l'euro. La police italienne a réussi à démanteler un réseau d'évasion fiscale portant sur plus d'un milliard d'euros, à destination de San Marin. Il existe au sein de l'Union européenne des enclaves qui ne participent ni à l'euro ni à l'espace Schengen, et tous les membres n'ont pas la même politique fiscale. Ces frontières financières, monétaires et fiscales internes sont à l'origine de mouvements plus ou moins légaux qui affaiblissent l'Europe plus qu'ils ne la renforcent... à l'heure où le taux d'endettement a encore progressé pour atteindre, au premier trimestre 2013, 92,2% du PIB pour la zone euro (160% en Grèce ou 130% en Italie selon Eurostat 91,9% pour la France mais 81,2% pour Berlin).

Egypte dans la tourmente...

Le président Mohammed Morsi, élu en juin 2012, est contesté violemment par la rue, et en particulier l'opposition laïque menée par Tamarod ; cette même rue qui l'a porté au pouvoir après avoir chassé Hosni Moubarak. L'impasse économique n'y est pas étrangère. Sous Moubarak, l'Egypte disposait de quatre rentes (en plus de l'aide américaine) : le canal de Suez, les hydrocarbures, l'argent des expatriées et le tourisme : il ne reste que l'argent des expatriés et le canal de Suez...

Le 3 juillet 2013 le président est déposé par l'armée égyptienne, qui se présente de nouveau comme un acteur politique incontournable, comme elle l'est depuis la prise du pouvoir par les « officiers libres » en 1952. Le général Abdel Fattah al-Sissi, le chef d'Etat major, devient le nouvel homme fort du pays. Les pro-Morsi, proches des Frères musulmans organisent alors deux vastes *sit-in* au Caire pour réclamer la libération du président. Alors que le guide suprême des Frères, Mohammed Badie, est traduit en justice, le gouvernement demande début août 2013 la levée du *sit-in*. Au milieu du mois d'août, l'armée les disperse dans la

violence provoquant des affrontements dans les grandes villes du pays (Assouan, Suez, Alexandrie, Fayoum...) et la mort de probablement près d'un millier de personnes, essentiellement des pro-Morsi. Le vice-président Mohamed el-Baradei démissionne pour dénoncer ce carnage dans un pays où l'Etat d'urgence est rétabli. Si la communauté internationale réagit en condamnant, de façon unanime, cette violence, le général al-Sissi affirme qu'il combat l'islamisme, c'est-à-dire les Frères musulmans mais aussi les salafistes plus radicaux.

... un printemps qui marque le pas

Alors que l'Égypte est au bord du chaos, le bilan humain de la guerre civile en Syrie a franchi le terrible seuil de 100 000 morts. Le régime de Bachar el-Assad est soutenu au niveau international par l'Iran et la Russie (l'ONU en reste alors au seuil des protestations), les liens avec le Hezbollah libanais sont réels alors que l'opposition l'est davantage par l'Arabie saoudite (qui soutient les sunnites) et les Etats-Unis. Alors que l'offensive Kurde en pays alaouite fait craindre, au niveau régional, un scénario à l'irakienne, les grandes puissances s'inquiètent de la recrudescence de jihadistes affiliés à Al-Qaïda au sein de la rébellion. Le Yémen, dont les Américains ont évacué leurs ressortissants du fait de la crainte d'une grande opération menée par Al-Qaïda, ne recouvre pas la stabilité. La Libye est abonnée à la violence, et l'avocat Abdel Mismari, figure de l'insurrection de 2011, a été assassiné pour avoir dénoncé les islamistes et la violence des milices. Un symbole des plus inquiétants. En Tunisie, le parti islamiste Ennahda au pouvoir, ne parvient pas à redresser la situation économique et aucun consensus n'est trouvé pour élaborer une nouvelle constitution pour le pays. En Algérie, le président Abdelaziz Bouteflika, absent lors de la prière de la fin du ramadan, semble au plus mal. Le Liban comme le Pakistan sont le théâtre de sanglants attentats.

Un modèle turc ? Le président Erdogan est soupçonné de dérives autoritaires, et ce n'est pas le récent jugement rendu contre le réseau Ergenekon qui lèvera les ambiguïtés. Il s'agit d'un réseau démantelé en 2007 et accusé de fomenter un putsch contre le président membre de l'AKP. Déjà 300 officiers ont eu des peines de plus de 16 ans de prison et douze nouvelles condamnations viennent d'être prononcées, dont celle, à la prison à vie du général Basbug -ancien chef d'Etat-major -, ou celle à 35 ans de prison de Mustafa Balbay journaliste de gauche et député du principal parti d'opposition (CHP). Ces très lourdes peines laissent penser que ce procès est avant tout politique, dirigé contre l'armée garante de la révolution laïque de Kemal Atatürk comme les forces politiques qui défendent la laïcité.

Ce qui se joue, c'est la place des partis islamistes sur l'échiquier politique, dans

un processus de démocratisation et de construction d'un Etat de droit engagé avec le « printemps arabe ». Il est bien sûr bien trop tôt pour tirer des conclusions d'un processus historique qui n'a que deux années, mais la persistance de l'impasse économique pèse lourdement sur une région où les jeunes, très nombreux, sont désœuvrés. Il faut éviter l'impasse politique « une personne, une voix, une seule fois ». Les enjeux sont multiples, les dangers aussi.

L'Inde émergente au ralenti

A l'image des autres grands émergents des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), **l'économie indienne décélère**. Au ralentissement de sa croissance répond une dépréciation monétaire. Il fallait 56 roupies pour un dollar au mois de mai 2013, il en faut plus de 63 en août 2013. A cette dernière date, un euro permettait d'acheter 80 roupies... La politique de New Delhi n'enraie absolument pas le phénomène, pis elle l'encourage. Le retrait de liquidités du marché, la restriction d'achat d'or comme de biens immobiliers à l'étranger, toutes ces mesures, autant de signaux d'une dégradation du climat des affaires, contribuent à créer un climat de panique qui pénalise la roupie. Cette dépréciation s'accompagne d'une inflation que les Indiens mesurent avec un indicateur original : le prix de l'oignon... or son prix a doublé à Bombay en moins d'une semaine au cours du mois d'août 2013. Un indice que suit de près un gouvernement inquiet pour sa pérennité.

La question du réchauffement climatique se pose au cœur de l'été

La question de la transition énergétique se pose avec davantage de force, notamment dans les pays européens. A la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima (2011), l'Allemagne a annoncé une sortie accélérée du nucléaire, le gouvernement français est lui-même confronté à ces problématiques. Au Royaume-Uni, David Cameron a transformé, du fait des arrestations, une contestation locale contre l'exploitation de gaz de schiste en une cause quasi nationale. Le pays est confronté à une baisse de la production d'hydrocarbures dans la mer du Nord, à la fermeture prévisible de 20% de la production d'électricité et donc à la nécessaire recherche d'un nouveau *mix* énergétique.

Le réchauffement climatique prend les devants de l'actualité en plein été et offre de nouvelles perspectives. Au mois d'août 2013, un navire chinois de commerce emprunte le passage du Nord-Est, une route maritime qui longe les côtes arctiques. Ce navire, de la compagnie Cosco, doit rallier Dalian (ex Port-Arthur) à

Rotterdam en seulement 35 jours contre 48 en empruntant le grand track maritime passant par les détroits indonésiens, la mer rouge et la Méditerranée. Si 296 navires ont obtenu en 2013 une autorisation pour y naviguer, les 3/4 sont russes, les 4/5 relèvent du cabotage et l'immense majorité sont des pétroliers, gaziers voire minéraliers, le *Yong Sheng* est le premier porte-conteneur. Cette voie en devenir, du fait du réchauffement, offre de nouvelles perspectives que Moscou entend bien saisir en construisant, en Sibérie occidentale, un port libre de glace l'été. Le brise-glace à propulsion nucléaire reste indispensable l'hiver, et la route reste suffisamment dangereuse l'été, en raison de la glace flottante, pour que seuls les navires à coque renforcée ne puissent y voguer. Cette restriction devrait limiter pendant un certain temps la circulation sur une axe maritime dont les autorités russe espèrent décupler la fréquentation d'ici 2021.

Ces dernières réserves ne doivent pas faire oublier que le milieu arctique est particulièrement fragile, et déjà très convoité. Il s'avère nécessaire d'élaborer un code maritime pour la protection des milieux polaires pour espérer éloigner le spectre d'une catastrophe écologique majeure.

Prospectives

Des élèves ingénieurs viennent de mettre au point, en France, des adhésifs avec des bactéries luminescentes pour les vitrines, sans aucune consommation d'énergie. Un scientifique néerlandais fait la démonstration début août 2013 de la création d'un steak in vitro, à partir de cellules souches de vache, que les journalistes britanniques ont baptisé « *Frankenburger* ». La science fiction va s'inviter dans nos assiettes puisque l'on sera bientôt capable de « cultiver » des cellules ensuite insérées dans une imprimante pour créer un morceau de viande... et donc de nourrir une humanité en expansion. Les insectes sont une autre forme de viande appelée à se développer comme le préconise la FAO qui rappelle la haute teneur en protéines de ces animaux. Une société française, Micronutris, fait d'ailleurs le pari de l'avenir de cette filière en créant, par exemple, des macarons à base de grillons. Au début de cette année 2013, la France a lancé le projet « Désirable » qui lance une filière insecte grâce à la collaboration de 9 laboratoires publics et deux entreprises qui ne le sont pas.

Toutes ces innovations posent bien évidemment un défi culturel, en particulier en France, pays par excellence de la gastronomie et de la bonne chère.

Copyright Août 2013-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de septembre 2013

Point d'actualité internationale de juin 2013

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dalenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

09/2013 Actualité internationale

lundi 30 septembre 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté durant les prochains mois. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Les grandes oreilles, suite...et fin ?

Le Brésil de Dilma Rousseff s'indigne de l'espionnage organisé par la NSA (des courriels de la présidente auraient été lus). Celui-ci est politique mais aussi économique car la société Petrobras, fierté nationale, n'y aurait pas échappé. De quoi susciter l'ire du jaguar latino-américain. La présidente attend des explications de la part de B. Obama qu'elle devrait rencontrer lors d'une visite officielle aux Etats-Unis.

Une nouvelle Détente, cette fois entre les Etats-Unis et l'Iran ?

Une détente des relations s'observe entre Washington et Téhéran. Hassan Rohani, récemment élu en Iran, fait libérer 11 prisonniers politiques, condamne, à la tribune de l'ONU, tous les génocides, y compris celui perpétré par les nazis contre les Juifs. Il adopte un discours moins antioccidental que son prédécesseur, et une rencontre pourrait avoir lieu avec B. Obama à l'ONU, ce qui serait une première depuis 1977. Détente ou guerre fraîche ? Encore une histoire de téléphone puisque les deux présidents se sont téléphoné alors que le président

iranien roulait vers l'aéroport...

5 ans après le séisme économique de 2008

Le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brother fait faillite et les autorités américaines décident de laisser faire, laisser aller... Cinq ans déjà.

L'Europe est l'une des principales victimes de cette crise financière qui a déstabilisé la zone euro. Les économies européennes restent fragiles, même si les situations ne sont pas identiques de Berlin à Rome, de Bruxelles à Athènes, ou de Madrid à Paris. Les taux de chômage sont effrayants en Espagne, au Portugal, en Grèce où ils concernent environ un quart de la population active, près de la moitié des jeunes. Les balances commerciales sont négatives et les taux d'endettement sont inquiétants (160% du PIB en Grèce). La zone euro s'est montrée solidaire envers ses membres en difficulté sous condition de réformes structurelles. La modération salariale permet ainsi à l'Espagne d'exporter davantage... au détriment de ses partenaires commerciaux européens. Les fruits des réformes sont amers.

L'économie américaine se redresse, elle, grâce à l'exploitation des gaz de schistes qui modère la note énergétique et relance l'activité économique, les inégalités ont, elles, beaucoup progressé. Elles se sont atténuées entre la Seconde Guerre mondiale et le début du premier mandat de R. Reagan, puis se sont accentuées. Elles progressent sous l'administration de B. Obama pour atteindre en 2012 leur niveau de 1928, juste avant le fameux krach. Les 10% les plus riches accaparent plus de 50% de la richesse nationale. Sous l'effet de la reprise de l'activité boursière en 2009, 95% des augmentations de revenus des cinq dernières années concernent les 10% les plus riches. La montée des inégalités pose d'évidents problèmes politiques, elle est le thème principal des élections à New York.

Sommes-nous condamnés à revivre nos erreurs passées, celles de l'entre-deux-guerres ? Les similitudes sont frappantes mais gare aux amalgames... Même ivresse pour le risque et le profit boursiers, un effondrement économique qui en rappelle un autre, une politique de rigueur qui marque notre décennie comme elle avait marquée plus sévèrement encore celle des années 1930, une plus grande audience des extrémismes politiques, une zone monétaire européenne qui reste attachée à une monnaie forte (bloc or des années 1930, euro aujourd'hui) alors que les pays anglo-saxons dévaluent (ou jouent sur la baisse salariale et des coûts énergétiques plus bas aux Etats-Unis)... **Mais 5 ans, ce n'est pas 20 ans.** S'il nous tarde de sortir de ce contexte économique dépressif, il faut se rappeler que les crises graves s'inscrivent dans le temps en 1949, 20 ans après 1929 la prospérité se faisait attendre, mais elle est revenue plus équilibrée, plus juste et

plus durable. Il reste à espérer qu'au XXI^{ème} siècle les évolutions seront plus rapides ; les autorités économiques ont déversé davantage de liquidités, instruites par les erreurs de la FED en 1929, le commerce mondial ne s'est pas effondré.

Le terrorisme reste une menace d'actualité

Les Etats-Unis ont de nouveau été le théâtre d'une sanglante fusillade dans un bâtiment de la marine américaine.

Les chrétiens du **Pakistan** se sentent menacés, en particulier après l'attentat contre une église de Peshawar qui a provoqué la mort de 81 personnes.

Au **Kenya**, les Shebabs somaliens attaquent un centre commercial de la capitale. Le bilan est lourd au moins 61 morts. Les terroristes, dont certains vivent aux Etats-Unis, dénoncent l'intervention du Kenya en Somalie.

Que faire en Syrie ?

Il ne fait pas de doute que des gaz toxiques ont été utilisés contre la population civile le 21 août 2013. Ils l'ont très probablement été par le régime de Bachar El-Assad. Son fidèle allié russe, V. Poutine, a cependant introduit le doute, offrant ainsi une porte de sortie à une communauté internationale très partagée sur une intervention armée en Syrie. Une destruction des stocks d'armes chimiques par des experts de l'ONU est même sérieusement envisagée, pendant ce temps la guerre civile continue.

Selon une enquête menée par German Marshall Fund, 62% des Américains et 75% des Européens sont contre une intervention militaire en Syrie.

L'Allemagne d'Angela Merkel

Saisissons l'occasion, à l'heure où l'Allemagne renouvelle le mandat de son chancelier, de faire un petit bilan de la situation outre-Rhin. L'Allemagne nous est présentée vertueuse et comme l'exemple à suivre, avec un taux de chômage de moitié inférieur au notre, un budget prévu en excédent en 2014, une économie motrice de l'UE.

Alors qu'elle est l'une des pionnières de la fabrication des panneaux solaires, elle choisit de sortir du nucléaire, de miser sur des énergies « vertes » : d'être un champion de la transition énergétique. Pourtant, aujourd'hui, la filière photovoltaïque est en cours de disparition (10 000 emplois perdus, faillite de Q Cells en avril 2012) sous les coups d'une concurrence chinoise effrénée qu'A. Merkel refuse de dénoncer. Le prix de l'électricité y est deux fois plus élevé qu'en France... et des mines de charbon à ciel ouvert se multiplient.

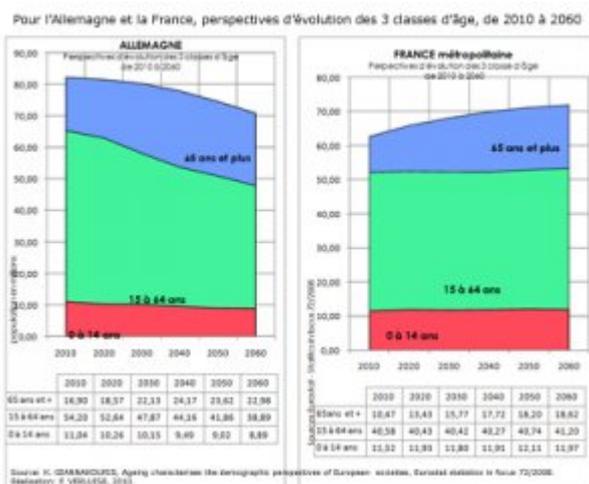
Ce champion économique européen à la conscience « verte » pratique le dumping social dans la filière de l'élevage avicole en batterie et dans les abattoirs où sont employés des Roumains payés seulement quelques centaines d'euros (pour de longues semaines de travail) et logés dans des conditions dignes du XIXème siècle. L'Allemagne est devenue un exportateur de viande grâce à une industrie dont les excès sont dénoncés par une partie de la population civile comme des autorités religieuses excédées par ce modèle de consommation à outrance.

L'absence de salaire minimum, comme les 1,5 millions d'actifs vivant avec moins de 450 euros par mois, offrent le visage d'« une autre Allemagne », celle de la modération salariale, de la précarité et donc d'un marché intérieur allemand qui ne joue pas assez un rôle d'entraînement sur les entreprises européennes.

L'Allemagne vieillit, les décès l'ont encore emporté sur les naissances en 2012, son économie reste pourtant attractive. Ceci explique qu'elle est devenue une terre d'accueil d'une main d'œuvre peu qualifiée (depuis la Roumanie, la Bulgarie...) mais aussi d'ingénieurs, d'architectes... provenant d'Europe de l'Ouest et de plus en plus de la péninsule ibérique, voire des pays émergents. Un géant qui n'est donc pas exempt de fragilités.

Allemagne-France : des perspectives démographiques différentes

Deux graphiques, présentant les perspectives démographiques d'Eurostat éclairent les différences entre l'Allemagne et la France.



France-Allemagne : perspectives démographiques comparées

Ce graphique est extrait d'un article de François Verluise, *Retraites : l'exemple allemand ?*

Les Allemands ont renouvelé leur confiance à « Mutti » qui est à la tête d'un pays qui affiche de bons indicateurs économiques mais où les inégalités ont explosé, 8 millions de travailleurs n'ont que des emplois « atypiques »... La CDU obtient 42% des voix, ce qui est un très bon score et manque de peu une majorité suffisante pour gouverner seule. Elle perd cependant son allié libéral du FDP dont le score inférieur à 5% le prive du Bundestag. A.Merkel doit négocier une alliance (avec le SPD, les Verts) ou gouverner seule ? Les tractations ont commencé. Il est, enfin, remarquable de constater que ces élections ont polarisé l'attention des membres de l'UE...

Le drame silencieux de la République centrafricaine...

Le président François Bozizé, parvenu au pouvoir par un coup d'Etat, en a été chassé il y a quelques mois par une coalition de rebelles : Séléka. Depuis le pays vit à l'heure des pillages et exactions de tout genre. La population, terrorisée, vit en partie dans le bush près de son domicile. L'Etat est menacé d'effondrement, et les Centrafricains redoutent une « somalisation » de leur pays et se demandent pourquoi le monde les a oubliés. Seule la France et l'UE font part de leur préoccupation.

... la stabilisation politique du Mali

Bamako fête la paix retrouvée à l'occasion de l'investiture du nouveau président Ibrahim Boubakar Keïta. Le président F. Hollande y a été le premier à y prendre la parole, une manière de remercier la France pour son intervention. La France et Bruxelles ont promis au Mali un plan d'aide pour accompagner la restauration de la démocratie.

La condamnation historique de Charles Taylor

L'ancien dictateur à la tête du Libéria et responsable de l'extension de la guerre au Sierra Leone voisin où il a fait régner la terreur (assassinats, viols, enfants-soldats, mutilations...) a été condamné pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le tribunal de La Haye à 50 ans de prison. Une condamnation qui fera jurisprudence, et peut-être fera réfléchir quelques dictateurs.

Les pays émergents : l'alpha et l'oméga ?

Le fabricant automobile PSA souhaite, pour améliorer sa situation financière, nouer un partenariat avec le chinois Dongfeng. Il s'agit de créer une joint-venture

pour conquérir les marchés émergents et mutualiser ainsi les investissements. PSA souffre de sa petite dimension, malgré le partenariat avec General Motors, de l'atonie du marché européen pénalisé par une faible croissance associée à de coûts de production élevés (mais une bonne productivité). Le sésame est-il pour autant dans une alliance avec une entreprise émergente ? L'Oréal a choisit l'Indonésie (avec sa croissance à 6%, une classe moyenne d'environ 75 millions d'individus qui grossit de plus de 6 millions de personnes chaque année...) pour y construire sa plus grande usine, Schneider Electric y a misé gros, GDF Suez y est un important fournisseur d'énergie, Renault y vend son Duster.

Les déconvenues peuvent être au rendez-vous, Danone est bien placée pour le savoir. **Le non-respect de la propriété intellectuelle et le pillage des brevets et technologies d'autres firmes est un mal structurel en Chine.** L'endettement de la Chine a explosé depuis 5 ans. Ces pays émergents ont de multiples faiblesses. L'Inde est ainsi confrontée à une décélération de sa croissance économique, une crise de la roupie qui n'appartient pas complètement au passé, et un risque non négligeable de crise politique. Elle doit réformer son économie, mettre fin à la corruption endémique, lutter contre les inégalités par trop criantes...

Rien n'arrête le réchauffement climatique

D'après les nouveaux calculs, l'inlandsis du Groenland aurait fondu de 215 milliards de tonnes depuis 2000, soit six fois plus vite que pour la décennie précédente. Les gaz à effet de serre seraient responsables, des pluies exceptionnelles en Australie, de la sécheresse en Afrique de l'Est, de la chaleur au printemps 2012 aux Etats-Unis. Le monde a enregistré 511 cyclones en 10 ans qui ont touché plus de 250 millions de personnes.

Le rapport du GIEC conclut à la responsabilité, voire la culpabilité, des hommes concernant l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère, 20% de plus depuis 1958. Il annonce une augmentation du niveau des mers et océans, comme leur acidification mettant, à terme, en danger la vie marine.

Copyright Octobre 2013-Degans/Diploweb.com

Plus

Point d'actualité internationale d'octobre 2013

Point d'actualité internationale de juillet-août 2013

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner

à notre page facebook.com/geopolitique ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

10/2013 Actualité internationale

vendredi 1er novembre 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté durant les prochains mois. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Débrancher *Big Brother*... ?

AUX ETATS-UNIS des manifestations réclament la fin du *Patriot Act*, décidé par G.W. Bush, qui permet à Washington d'écouter les conversations et de prendre connaissances de messages de ses concitoyens à des fins de lutte contre le terrorisme. Cette manifestation intervient en plein psychodrame transatlantique à propos des écoutes dévoilées par E. Snowden. Les Etats-Unis d'Obama espionnent... leurs alliés européens, des lignes des ambassades européennes, jusqu'au téléphone portable de la chancelière Angela Merkel ! Doit-on comprendre que les Européens ne sont pas considérés, par Washington, comme fiables dans la lutte contre le terrorisme, ou pire ? Cet espionnage ne se limite pas à la sphère diplomatique mais concerne aussi le domaine industriel...

Des Etats paralysés au sein des pays les plus riches de la planète

En Italie, Silvio Berlusconi (ancien président du conseil, âgé de 77 ans) risquant de perdre son immunité parlementaire et donc la prison, pousse les ministres de son parti à démissionner du gouvernement. Il met ainsi son pays au bord de l'abîme pour des considérations purement personnelles, ce qui provoque en plus

des tensions dans la zone euro.

Aux Etats-Unis, la chambre des représentants, dominée par les républicains et instrumentalisée par le *Tea party*, s'oppose à l'*Obama care* et entame une épreuve de force avec l'administration Obama. L'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre, pour voter un budget, met en péril le bien commun de la population du pays. Le « *shutdown* » n'a pu être évité et 800 000 fonctionnaires se sont retrouvés au chômage. Si ce n'est pas le premier « *shutdown* » que connaissent les Etats-Unis, il intervient après la dégradation à l'été 2011 de la note AAA de la dette américaine par *Standard and Poor's* pour les mêmes raisons d'absence de consensus politique, et pose clairement la question du bon fonctionnement des institutions américaines. Le « *shutdown* » fait vaciller Wall Street, et le défaut de paiement des Etats-Unis a même été envisagé -c'est le risque d'une crise économique mondiale si les Bons du Trésor perdaient de leur crédibilité comme le dollar... pour des raisons politiques. Tokyo et Pékin qui détiennent un peu de moins de la moitié de la dette américaine et de nombreux autres avoirs en dollars ont fait savoir, à l'exécutif américain, leur préoccupation. Un compromis a été trouvé in extremis, sans porter atteinte à l'*Obama care*, permettant au Trésor américain d'emprunter sur les marchés financiers jusqu'au 7 février 2014. Une Amérique irresponsable ?

La chaise vide de l'Arabie saoudite

Riyad a été choisi comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU mais dédaigne cet honneur. L'Arabie saoudite entend ainsi protester contre l'impuissance onusienne en Syrie... mais aussi face au réchauffement des relations américano-iraniennes. Téhéran est, en effet, considéré par Riyad comme un dangereux voisin.

Des tensions toujours très sensibles...

Peshawar, au Pakistan a été le théâtre de violents attentats qui ont provoqué la mort de près d'une centaine de personnes. En Irak, plus de mille personnes ont perdu la vie dans des attentats au cours du mois de septembre 2013, le 30 septembre pas moins de 12 voitures piégées ont explosé dans différents quartiers de Bagdad. Plus de 640 personnes sont mortes dans des attentats lors du seul mois d'octobre 2013.

Le Mali n'en a pas fini avec la violence (attentats à Gao ou Tombouctou), la réconciliation entre Nord et Sud du pays reste à réaliser. Pour faire face au climat d'insécurité toujours présent, la France laisse 3 000 soldats aux côtés de la Minusma. Le 24 octobre 2013, une nouvelle offensive anti-terroriste, d'environ 1

500 hommes, est lancée dans le Nord-Mali.

...des raisons d'espérer ?

Le dialogue entre Washington et Téhéran est renoué, plus de 30 ans après la rupture qui date de la prise en otage des diplomates américains à Téhéran (en réaction à l'accueil dans un hôpital américain du Shah d'Iran) en 1980. Les deux exécutifs ont à travailler à un accord sur le dossier du nucléaire, ces négociations ont effectivement repris. Le nouveau président iranien, Hassan Rohani espère ainsi alléger les sanctions qui pèsent sur son pays. Cette reprise de contact, synonyme d'espoir, entraîne la désapprobation de certains lobbys pro-Israéliens, et de l'Arabie saoudite, les interlocuteurs privilégiés des Etats-Unis dans la région.

Le climat, une impérieuse nécessité ?

Le GIEC tire de nouveau la sonnette d'alarme, révisant à la hausse l'élévation du niveau des mers, de plus de 3 millimètres par an depuis 1993 (moins de 2 au début du XX^{ème} siècle). Le réchauffement climatique provoque la fonte des glaciers... Le GIEC estime que les « coups de chaleur » seront plus nombreux alors que les pluies seront plus fortes dans les régions humides. Ces prévisions alarmistes ont incité les pays européens à diminuer leurs émissions de GES. Les Etats-Unis d'Obama n'ont pas été la hauteur des promesses électorales, même si aujourd'hui le président veut agir sur les centrales thermiques au charbon. La Chine, qui est l'un des principaux pollueurs de la planète, reste bien timorée dans sa politique pour limiter les GES, sa population reste peu concernée par ce problème malgré une pollution problématique dans des villes comme Harbin (Nord du pays) où l'on ne voit plus clair en plein jour, les concentrations en particules fines y ont dépassé 40 fois le seuil fixé par l'OMS.

De la difficulté à organiser un grand happening international

Des manifestations dénoncent au Brésil les sommes dépensées pour l'organisation du prochain mondial, au détriment des investissements dans le secteur éducatif (une grève de plus de 50 jours des enseignants de Rio contre le nouveau plan de carrière et de salaires, décidé par les édiles de la ville) ou médical. Le Qatar défraie la chronique. On apprend les conditions scandaleuses de travail d'employés immigrés, surtout népalais, qui travaillent par une chaleur de 50°C sans avoir forcément accès à de l'eau, logés dans des lieux surpeuplés... des conditions de travail qui rappellent en Europe celles du XIX^{ème} siècle, de l'exploitation de la main d'œuvre, le tout pour un salaire de misère. Une

cinquantaine d'ouvriers sont décédés en construisant les infrastructures de la Coupe du monde de 2022.

A Sotchi, en Russie, à quelques mois des jeux olympiques d'hiver la police traque les immigrés venus des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale pour les expulser sans que leur travail ait été payé par des employeurs qui leur ont confisqué leurs papiers. Ces jeux promettent pourtant d'être les plus chers de l'histoire...

Le temps des accords de libre-échange... sans l'OMC

Alors qu'à Bruxelles les Européens accueillent un nouveau round de négociations en vue des accords transatlantiques de libre-échange, l'Asie se réunit à Bali pour négocier avec le continent américain un partenariat trans-pacifique (TPP) pour parvenir à terme à la création d'une zone de libre-échange Asie-Pacifique (FTAAP) représentant globalement les membres de l'APEC. Ce dernier accord représenterait près de la moitié du commerce mondial, mais il achoppe encore aujourd'hui sur de nombreux points. Le 18 octobre 2013, l'UE et le Canada ont conclu un accord de libre-échange ouvrant les marchés publics canadiens, baissant les droits de douane, l'UE importera davantage de viande de bœuf... Ces négociations commerciales concernant l'Europe, l'Amérique et l'Asie contournent de fait l'OMC.

L'Union européenne face au défi de l'immigration

Lampedusa devient le réceptacle de flux migratoires en provenance de Libye. Les drames humains se succèdent et se ressemblent, le 3 octobre 2013 plus de 360 naufragés sont morts non loin des plages de Lampedusa. Les autorités locales et italiennes sont désemparées et n'obtiennent que peu de soutien et de considération de la part des autorités communautaires. Le président du conseil italien, Enrico Letta, propose une opération militaro-humanitaire, « *Mare sicuro* », et dénonce l'inaction des autorités libyennes sur le dossier des migrations. Après avoir été le berceau d'une première internationalisation des économies, la Méditerranée est un espace de fracture qui suscite désormais davantage la peur que la générosité en Europe.

Berlin s'inquiète d'un autre défi migratoire, celui des demandes d'asile en provenance de Bulgarie et de Roumanie, prévoyant 100 à 180 000 nouvelles arrivées en 2014. L'Allemagne souhaite encadrer la libre circulation des citoyens européens, une des bases de l'Europe de Schengen. La divergence de ces priorités explique aussi que les plaintes italiennes soient peu entendues.

En France, l'histoire de Léonarda secoue le monde politique et l'opinion publique.

Jean qui rit et Jean qui pleure...

Airbus peut s'enorgueillir de remporter un contrat avec *Japan Airlines* pourtant abonnée aux Boeing. La commande porte sur une trentaine d'A350, et une option sur une vingtaine d'autres. Un nouveau « *contrat historique* ». Une bonne nouvelle pour cette entreprise européenne. La FNAC ouvre une franchise au Qatar, qui devrait être suivie par d'autres. En Afrique du Sud, Alstom a remporté un « *contrat du siècle* » de près de 4 milliards d'euros pour construire 600 trains de banlieue. EDF, Areva (pour la technologie) et des chinois CGN et CNNC (pour les finances) vont construire deux réacteurs EPR en Angleterre à Hinkley Point. Une bonne nouvelle pour les entreprises françaises, et une crédibilité nouvelle pour les acteurs chinois...

Alcatel-Lucent annonce un vaste plan de licenciement concernant 15 000 salariés à travers le monde (sur 72 000 employés) dont 900 en France, soit 10% du personnel. Les fermetures de sites ou l'externalisation d'activités concernent des emplois parfois très qualifiés, notamment dans la recherche...une bien mauvaise nouvelle à tous points de vue. PSA se porte mal, pénalisé par la morosité du marché européen. Il s'agit de « sauver » le constructeur français... ce sauvetage passerait par une prise de participation de l'Etat français dans le capital de PSA comme par celle du constructeur chinois Dongfeng... et par de nouveaux sacrifices de la part des salariés (flexibilité, fin de la prime d'ancienneté...).

Octobre 2013-Degans/Diploweb.com

Plus

Point d'actualité internationale de novembre 2013

Point d'actualité internationale de septembre 2013

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

11/2013 Actualité internationale

samedi 30 novembre 2013, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2013 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté durant les prochains mois. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

LE 1er novembre 2013 est la date du 20^{ème} anniversaire du traité de Maastricht qui fonde l'Union européenne. Le moins que l'on puisse dire est que cela a été un anniversaire discret. Ni grande célébration, ni fête, en fait l'Europe ne l'est pas, à la fête. Engluée dans une crise économique qui s'est muée en crise des dettes souveraines et en crise de la zone euro, l'Europe communautaire a perdu le souffle visionnaire des pères fondateurs, et s'est aussi un peu perdue elle-même. Au lieu de devenir un centre de convergence économique, elle est devenue ce que Michel Foucher nomme un « épicode de perte de confiance généralisée ». Pourquoi ? Seule la Finlande, l'Estonie, la Slovaquie et le Luxembourg devrait être en mesure de respecter, en 2013, le critère de Maastricht d'une dette publique inférieure à 60% du PIB. Non seulement les pays européens bafouent leurs engagements, mais la solidarité n'est pas une valeur qui est évidente au sein de la zone euro, comme nous avons tous pu le constater lors du naufrage grec. En 20 années, les économies européennes, loin de converger ont divergé. Les écarts se sont creusés entre des pays comme l'Espagne qui ont suivi la voie d'une bulle spéculative immobilière et l'Allemagne qui a pris celle de la modération salariale. L'adoption d'une monnaie unique ne s'est pas doublée d'un gouvernement économique, pourtant indispensable, ni d'une harmonisation fiscale, d'où le dumping. Au lieu d'une Europe de la solidarité, nous avons construit une Europe

de la concurrence. Nous n'avons pas davantage bâti une Europe qui ait une puissance politique à la hauteur de sa puissance politique.

L'Europe doit panser ses plaies, retrouver le chemin de la croissance en diminuant les trop forts écarts de compétitivité, et dessiner un projet clair pour l'avenir.

L'accord d'association Europe-Ukraine est en panne

Moscou a eu raison de l'accord entre l'Union européenne et l'Ukraine qui ancrerait cette dernière à l'Ouest. Les multiples menaces, en particulier de couper le gaz, font hésiter Kiev, comme la situation de Ioulia Timochenko, égérie de la révolution orange, emprisonnée pour abus de pouvoir. Moscou continue à veiller jalousement sur son « étranger proche », les anciennes républiques soviétiques, qui de façon évidente peinent à être pleinement souveraines. Il n'empêche que l'échec de cet accord d'association est un vrai camouflet pour la diplomatie européenne, un échec de son « *Ostpolitik* » de main tendue à l'Est qui s'est concrétisée par le partenariat oriental (pour stabiliser les marges orientale de l'union européenne) et un investissement de près de 3 milliards d'euros ; Dans le même temps, Moscou organise une union douanière avec plusieurs anciennes républiques soviétiques (Biélorussie, Kazakhstan, Arménie qui pourrait être étendue à l'Ukraine.

Un accord historique sur le nucléaire iranien

L'Iran accepte de limiter son programme nucléaire, ne pas enrichir l'uranium au-delà de 5% d'isotope U235, pour obtenir en retour un allègement des sanctions qui pèsent sur le pays. Cette nouvelle provoque une baisse du cours du pétrole et un enchérissement du rial, la monnaie iranienne.



Carte de l'enrichissement de l'uranium

L'enrichissement de l'uranium est un enjeu politique et commercial du

nucléaire civil

Voir l'article de T. Meyer dont cette carte est extraite

La République démocratique du Congo espère la paix, la république centrafricaine est elle en plein cauchemar.

La RDC repousse les troupes du M23 qui finit par rendre les armes. Les membres du M23 se réfugient au Rwanda et en Ouganda.

Le secrétaire de l'ONU veut 6000 soldats pour la Centrafrique qui sombre dans des conflits intercommunautaires entre chrétiens et musulmans. Laurent Fabius redoute que le pays soit au bord du génocide. La France décide d'envoyer 1 000 soldats supplémentaires.

Les promesses du « printemps arabe » tardent à se concrétiser.

La Tunisie prolonge l'état d'urgence, en vigueur depuis le « printemps arabe » jusqu'en juin 2014. Ainsi, presque deux ans après le départ de Ben Ali, la Tunisie n'a toujours pas de constitution, la crise politique persiste car le parti démocratiquement arrivé au pouvoir, les islamistes d'Ennahda, est discrédité. Il n'est pas davantage capable que l'opposition laïque de former un gouvernement, alors que les investissements étrangers comme les recettes du secteur touristique sont en chute libre. En Egypte, les militaires organisent le procès de M. Morsi alors que ses partisans réclament sa libération. La Turquie de l'AKP, dénonce la politique menée par les militaires égyptiens qui s'offusquent de cette ingérence dans la politique interne au pays.

En Syrie, la guerre civile continue, et les troupes gouvernementales reprennent plusieurs positions aux rebelles.

Libérations des otages français du Sahel

Retour des otages français Pierre Legrand, Daniel Larribe, Thierry Dol et Marc Féret, salariés par Areva ou Vinci, enlevés en septembre 2010. Une forte rançon aurait été versée pour leur libération, le Niger a joué un rôle important de médiateur, il renégocie actuellement ses contrats avec Areva...

Les journalistes français de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon ont été assassinés le 2 novembre au nord du Mali près de Kidal. Davantage de soldats français au Mali ?

La mondialisation grise ?

Un fonds de pension du Massachussetts a porté plainte contre sept banques des plus vénérables (Citigroup, Barclays, le crédit suisse, la Deutsche Bank...) pour entente qui aboutit à la manipulation de grandes monnaies. Le rôle des grandes agences américaines de notation est mis en question, Moddy's Standard and Poor's dégradent les notes des dettes souveraines, après avoir donné de très notes à des produits dérivés toxiques comme les subprimes...

Buy America !

Apple relocalise une partie de son activité sur le sol américain en ouvrant une usine en Arizona. Le nouveau Mac Pro est déjà produit aux Etats-Unis. Apple n'est pas le seul à choisir de produire en Amérique, les grandes sociétés comme General Electric ou Caterpillar font de même.

Amazing China... quit India !

Un attentat, 5 morts et près de 40 blessées, s'est déroulé sur la place Tienanmen le 28 octobre, un voiture « folle » a pris feu et a explosé face à la cité interdite, le 6 novembre 2013 une bombe explose devant le siège du PCC à Taiyuan (Shanxi). De l'inédit. Pékin crée une zone de défense aérienne qui déborde sur des territoires, en mer de Chine orientale, relevant de la souveraineté sud-coréenne et japonaise. Pékin semble cacher de moins en moins ses velléités expansionnistes aux dépens de ses voisins.

Non seulement la Chine se convertit au vin, mais elle ne se contente plus d'importer du vin ou d'acheter des vignes, notamment hexagonale, elle commence aussi à en produire avec suffisamment de marge pour que cela devienne une activité intéressante. La Chine s'affirme lentement comme producteur de vin, grâce à des méthodes importées, alors que la consommation mondiale reste stable autour de 245 millions d'hectolitres par an. Une nouvelle géographie du vin, et donc de son commerce, commence à s'esquisser.

L'Inde a envoyé sa première sonde dans l'espace, vers Mars. Elle joue dans la cour des grands, seuls les Etats-Unis, la puissance européenne et la Russie ont été capable, jusqu'ici de mettre en orbite une sonde autour de Mars...une petite révolution.

Des pages se tournent

En Géorgie, c'est la fin de l'ère Saakachvili, le nouveau président élu Guiorgui

Margvelachvili, entend mener une politique plus accommodante vis-à-vis de Moscou sans cesser de regarder à l'Ouest.

En Argentine, l'ère Kirchner annonce sa fin, le parti de la présidente a perdu les élections parlementaires, et n'aura pas les 2/3 des voix du Congrès pour modifier la constitution et permettre à Cristina Kirchner de briguer un troisième mandat.

Le climat encore et toujours !

Le typhon Haiyan a ravagé les Philippines faisant plusieurs milliers de morts et bien plus encore de disparus. Cette catastrophe naturelle a balayé les habitats précaires de plusieurs centaines de milliers de personnes, coupé les axes de communication déjà déficient sur l'archipel. Les atteints à l'environnement et les grandes inégalités sociales au sein de ce « petit émergent » ne font qu'aggraver les conséquences de typhon. L'Onu demande 300 millions de dollars d'aide. La facture économique s'élèverait à plus de 14 milliards de dollars... Au même moment se tient à Varsovie une conférence des Nations unies sur le climat lors duquel les pays du Sud pointent de nouveau la responsabilité des pays du Nord et réclame un fonds d'indemnisation.

Plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050 !

L'INED publie ses statistiques, la croissance de la population mondiale continue, mais à un rythme ralenti. Nous avons déjà dépassé le seuil des 7 milliards d'individus (7,154 milliards). Si la population chinoise devrait être dépassée par celle de l'Inde vers 2030, l'Afrique pourrait concentrer un humain sur trois à l'horizon 2100. Si nous ne devons pas craindre un problème de place -le démographe Gérard-François Dumont estime que si le territoire des Etats-Unis avait la densité de l'Ile-de-France, il renfermerait 9 milliards de personnes- se pose la question de la capacité à nourrir la population mondiale. L'INRA estime qu'il faudra une modération des rations alimentaires des Occidentaux pour arriver à une moyenne mondiale de 3 000 calories par personne.

Copyright Novembre 2013-Degans/Diploweb.com

Plus

Point d'actualité internationale de décembre 2013

Point d'actualité internationale d'octobre 2013

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page *facebook.com/geopolitique* ou notre compte *twitter.com/diploweb*.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

